



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

L'éducation : vecteur de démocratie et de développement économique

Par Nassima Ouhab (dir.), Mada Sabeh, Gabriel-Anwar Boulal, Zornitsa Ivanova.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de
leurs auteurs

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Comment citer cette publication :

Nassima Ouhab (dir.),
« L'éducation : vecteur de démocratie et de développement économique »,
Ambassadeurs de la Jeunesse, 23 avril 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse
31 Rue de Poissy 75005 Paris
E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org
Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

A propos des auteurs

Mada SABEH

Docteure en philosophie politique, chercheuse associée à *Philipol* et chargée de cours à l'Université Paris Descartes.

Gabriel- Anwar BOULAL

Community Manager du Programme Méditerranée chez Groupe d'Études Géopolitiques, étudiant à IRIS Sup.

Zornitsa IVANOVA

Étudiante en Master Marketing et vente à l'École universitaire de management IAE Gustave Eiffel, UPEM Paris.

Nassima OUHAB

Docteure en science politique, chargée d'enseignements à l'Université Paris-Nanterre et responsable de la Commission Economie & Finances des Ambassadeurs de la Jeunesse.

Résumé

Moyen de premier rang d'émancipation de l'humanité, l'éducation ne cesse de s'imposer, non seulement comme droit, mais également comme locomotive de transformation des individus et des sociétés. C'est grâce à l'éducation que l'être humain acquiert les outils nécessaires à son immersion au sein de toutes les sociétés, développe son estime de soi et devient libre. En effet, les théoriciens et économistes du XVIII^{ème} siècle n'ont pas manqué de démontrer le rôle que joue l'éducation dans l'amélioration de la situation socio-économique des populations et de la considérer comme un investissement durable permettant à l'individu non seulement de se développer, mais aussi de contribuer au développement de la société dans laquelle il évolue. Cette contribution consiste, d'une part, à améliorer les conditions de vie de l'individu lui-même et de son entourage et, d'autre part, à participer en tant qu'acteur à part entière au débat public, ainsi qu'au processus d'élaboration et de prise de décisions politiques relatives au bon fonctionnement de la société. L'éducation permet à l'individu de connaître ses droits et ses devoirs, de les faire valoir et respecter.

Mots clés : éducation, développement humain, développement économique, capital humain, démocratie, émancipation, liberté.

Abstract

As a first-rate means of emancipating humanity, education is becoming increasingly important, not only as a right, but also as a locomotive for the transformation of individuals and societies. It is through education that human beings acquire the tools necessary for their immersion in all societies, develop their self-esteem and become free. Indeed, the theorists and economists of the eighth century did not fail to demonstrate the role that education plays in improving the socio-economic situation of populations, and to consider it as a sustainable investment enabling individuals not only to develop themselves, but also to contribute to the development of the society in which they live. This contribution consists, on the one hand, in improving the living conditions of the individual himself and his entourage, and on the other hand, in participating as a full-fledged actor in the public debate, as well as in the process of drawing up and taking political decisions relating to the proper functioning of society. Education enables individuals to know their rights and duties, to assert them and to respect them.

Key words : education, human development, economic development, human capital, democracy, emancipation, freedom.

Le samedi 15 décembre 2018, le think tank « Ambassadeurs de la Jeunesse » a organisé une table-ronde à Paris sur « L'éducation, vecteur de développement et de démocratie » au cours de laquelle les rédacteurs de ce rapport sont intervenus. Cette manifestation a permis d'alimenter le rapport et d'en présenter des éléments.



Sommaire

Introduction - p. 3

I- L'éducation et la démocratie : de la participation à l'émancipation des peuples - p. 6

A- L'expérience suédoise - p. 7

B- Éducation, démocratie et développement en Palestine : des progrès en
quête de moyens - p. 11

C- L'éducation : un agent démocratique négligé au Moyen-Orient - p. 35

II- L'éducation vecteur de développement économique : quels enjeux pour quel avenir ? - p. 51

A- L'éducation gage de dynamisme et de performance - p. 55

B- Les enjeux et les défis futurs de l'éducation - p. 62

C- La traçabilité et l'efficacité des aides à l'éducation et au développement -
p. 65

Conclusion - p. 72



Moyen de premier rang d'émancipation de l'humanité, l'éducation ne cesse de s'imposer non seulement comme droit¹, mais également comme locomotive de transformation des individus et des sociétés. D'ailleurs, l'éducation a fait l'objet de plusieurs études empiriques, notamment chez des théoriciens du XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle. Pour André Gide « *les lois et les morales sont essentiellement éducatrices, et par cela même provisoires. Toute éducation bien entendue tend à pouvoir se passer d'elles. Toute éducation tend à se nier d'elle-même. Les lois et les morales sont pour l'état d'enfance : l'éducation est une émancipation* »².

Dans la pensée d'Ibn Khaldoun, l'éducation est la source d'une action rationnelle, éducative et attentionnée. Les parents éduquent leurs enfants dans le sens de la prise en charge et de l'évaluation. Dans le même contexte, l'enseignement signifie la discipline, qui est la formation de l'être humain sur la base d'un ensemble éthique³. Pour Ibn Khaldoun « *[t]ant que l'homme est au début de sa vie avant l'âge du discernement, il n'est que substance matérielle puisqu'il est totalement ignorant. Mais il se perfectionne en s'instruisant...* ». Grâce à l'éducation, l'être humain acquiert les outils nécessaires à son immersion au sein de toutes les sociétés, développe son estime de soi et acquiert la liberté.

¹ L'Étymologie du mot éducation provient de latin « *ex-ducere* », qui veut dire « guider » ou « conduire hors ». Elle est définie comme « l'action de développer un ensemble de connaissances et de valeurs morales, physiques, intellectuelles, scientifiques, etc. considérées comme essentielles au développement de personnalité, ainsi qu'à l'intégration sociale de l'individu ». Le droit à l'éducation est reconnu et garanti par l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Il a été par la suite développé par de nombreux textes élaborés par les institutions internationales, telles l'Organisation des Nations-Unies, l'UNESCO, etc. comme le Pacte internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention de l'UNESCO relative à la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, etc.

² André Gide, « *Journal* », Gallimard, 1889-1939.

³ Mustapha Haddab, « *Philosophie et savoir sociohistorique dans la pensée d'Ibn Khaldoun* », *Insaniyat*, 49 | 2010, mis en ligne le 30 août 2012, consulté le 05 décembre 2018.

Voir également : Ibn Khaldoun, « *La Muqaddima* », Beyrouth, Dar el kitâb, p. 770.



Selon Emmanuel Kant « [l]’éducation est le plus grand et le plus difficile problème qui puisse être proposé à l’homme. En effet, les lumières dépendent de l’éducation et à son tour l’éducation dépend des lumières »⁴. Pour Kant, c’est grâce à l’éducation que l’homme se différencie de l’animal, se libère de ses instincts et oriente lui-même son projet de développement. Cette éducation, selon Kant, impose à l’homme une certaine discipline et instruction à travers lesquelles il réussira non seulement à concilier entre la liberté et l’obéissance, mais aussi à trouver le bonheur. Si l’on réussit à instruire l’homme sur ces principes, c’est toute l’humanité que l’on va construire.

De fait, l’éducation ne pourrait être dissociée de la morale et de la notion du « bien » qui façonnera d’ailleurs tous les systèmes éducatifs jusqu’à l’heure actuelle. L’éducation a été intimement liée à la religion et à la morale du fait qu’elle soit régie par les institutions religieuses. Ce n’est qu’à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle que l’État, notamment en Europe, décida d’institutionnaliser l’éducation et d’introduire des enseignements variés, quelquefois complémentaires aux préceptes religieux, en particulier en termes d’éducation morale et civique⁵. Dès lors, l’éducation deviendra un service public auquel l’accès gratuit et obligatoire est garanti à tous les enfants.

⁴ Guillaume Anne-Marie, E. Kant, « *Traité de pédagogie* ». Traduction de J. Barni, revue et actualisée, introduction et notes par Pierre-José About. In *Revue Philosophique de Louvain*. Quatrième série, tome 84, n°63, 1986. p. 396.

⁵ Willem Frijhoff : « *L’État et l’éducation (XVI^e-XVII^e siècles) : une perspective globale* », Publications de l’école française de Rome, 1985, 82, pp. 99-116.



Au-delà de l'instruction de base et de l'apprentissage que l'éducation offrait aux personnes, la place de celle-ci devient de plus en plus grandissante au sein de sociétés en perpétuelles mutations. L'éducation devient un moyen crucial d'inclusion et de développement à tous les échelons, d'où notre volonté d'esquisser le rôle de ce droit fondamental dans deux domaines clés : la démocratie et le développement économique. L'articulation entre l'éducation et ces deux domaines ne sera pas aisée, eu égard aux disparités existantes d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre, mais les progrès observés dans beaucoup de pays en voie de développement confortent notre démarche de recherche et d'analyse, d'autant que les moyens de communication permettent amplement de confronter objectivement les différentes visions liées aux stratégies de développement éducatif mises en place par les pouvoirs publics dans bon nombre de pays.

Notre analyse ne peut évidemment se faire sans se référer aux travaux des institutions internationales, gouvernementales et non gouvernementales, mais nous avons effectué un travail multidimensionnel à travers lequel nous exposons des cas différents de plusieurs pays et régions du monde, tout en mettant en corrélation le lien entre l'éducation, la démocratie et le développement économique. Nous accordons une place particulière à l'analyse empirique, ainsi qu'aux données relatives aux budgets et allocations allouées à l'éducation, tout en soulignant la réussite ou l'échec de certains systèmes éducatifs dans les pays qui font l'objet de notre étude. L'éducation comme vecteur de démocratie et de développement économique est donc mise en lumière dans chaque cas.



I- L'éducation et la démocratie : de la participation à l'émancipation des peuples

*« Quand la loi a rendu tous les hommes égaux, la seule distinction qui
les partage en plusieurs classes est celle qui naît de leur éducation »*

Nicolas de Condorcet

L'évolution de la société internationale, ainsi que la complexité des exigences de la mondialisation et de la mutation des systèmes politiques, économiques, sociaux et culturels lèvent le voile sur les nouveaux défis que l'éducation est amenée à relever. En effet, l'émergence de la question de la « citoyenneté » exige un remodelage prudent du paysage éducatif dans lequel l'éducation en tant qu'outil de développement personnel de l'individu est censée préparer, accompagner et inciter la personne à participer à la vie politique dans laquelle la critique constructive doit être constante. De cela découle des terminologies variables quant à l'intelligibilité entre l'éducation et la démocratie, éducation démocratique, éducation à la démocratie ou encore éducation à la citoyenneté. John Dewey fût d'ailleurs le premier philosophe à associer l'éducation à la démocratie, et considère que l'éducation est à la vie sociale ce que la nutrition est à l'organisme⁶. Par conséquent, les réformes du système éducatif incluent intrinsèquement un socle de principes qui devraient définir « l'éducation à la démocratie » tels les libertés (publiques et privées), l'égalité, la justice sociale et le pluralisme. Ces principes exigent à leur tour une éducation plus productive, innovante et surtout de qualité afin d'assurer, d'une part, la

⁶ John Dewey, « *Démocratie et éducation. Suivi de Expérience et éducation* », Paris, Armand Colin, 2011, 516 p.



continuité de l'État de droit, et d'autre part, rendre les futures générations plus responsables et plus « justes ». Cependant, la mesure de la nécessité de l'éducation démocratique ne peut être fiable que si elle produit des effets positifs et concrets sur le terrain. La comparaison entre plusieurs pays en la matière nous permet de faire un constat mitigé en fonction de l'intégration ou non de l'enseignement des principes démocratiques dès le plus jeune âge. Trois cas illustrent cette première partie de notre étude ; celui de la Suède, de la Palestine et celui du Moyen-Orient dans lequel nous évoquons comment l'éducation, en tant qu'agent démocratique, est négligée dans cette région.

A- L'expérience suédoise

La Suède est une démocratie représentative, gouvernée par une structure démocratique agissant à plusieurs niveaux dans la société. La Suède est également une monarchie où le chef d'État n'a aucun pouvoir politique. Ce sont les femmes et hommes démocratiquement élus qui gouvernent le pays. L'instrument de gouvernement, une loi constitutionnelle qui décide de la manière dont la Suède doit être gouvernée, commence par la phrase : « [T]oute autorité publique en Suède provient du peuple. » Cela signifie que toutes les décisions qui sont prises à différents niveaux dans la société doivent être basées sur les opinions et les intérêts de la population. Dans ce pays, la démocratie est le fondement de l'éducation. L'idéal social et démocratique d'égalité et de solidarité qui s'est développé depuis le début du XX^e siècle est profondément ancré dans le champ de l'accueil et de l'éducation préscolaire. Le système d'éducation promeut la qualité, l'équité, la



diversité ainsi que le respect des droits et des devoirs inhérents à une société démocratique⁷.

Comme dans beaucoup d'autres pays, l'histoire de l'éducation de la petite enfance en Suède est liée à l'histoire des femmes, à leur rôle et à leur pouvoir dans la société et à la démocratie. C'est l'histoire de volontés politiques qui ont permis aux femmes de prendre part à la vie publique tout en élevant une famille. L'idéal social-démocrate d'égalité et de solidarité est profondément ancré dans l'AEJE (accueil et éducation des jeunes enfants) en Suède ainsi que dans les autres pays. Il se caractérise par la centration sur l'enfant, l'égalité en droits et la volonté d'offrir une éducation de haute qualité pour tous les enfants.

L'enseignement est personnalisé au possible car chaque enfant doit atteindre un but et tout le monde l'aide à l'atteindre. La maîtrise de l'anglais est un but prioritaire : les enfants commencent à l'apprendre, souvent, avant même la lecture et en s'amusant, grâce à l'interprétation de petites scènes.

Le système d'éducation suédois est complètement accessible et gratuit. Il vise aussi l'efficacité dans la livraison des services éducatifs. Au primaire et au secondaire, toutes les écoles, privées et publiques, sont gratuites et financées à partir d'un système de bons. C'est la liberté du choix de l'école qui prévaut, favorisant la concurrence dans le système.

⁷ Maelis K. Lohmander, « *La démocratie, base de la qualité de l'éducation préscolaire en Suède* », Revue internationale d'éducation de Sèvres, 53, avril 2010, mis en ligne le 01 avril 2013, journals.openedition.org



Depuis quelques années, le gouvernement a entrepris d'ouvrir davantage la porte aux écoles privées. Ainsi, certaines écoles sont gérées par des collectifs de professeurs, d'autres par des entreprises privées et commerciales. Pour assurer la prise en compte des besoins de tous les élèves, le gouvernement a mis en place un système d'inspection qui assure la qualité des services et qui s'appuie sur l'Internet. Si les études universitaires sont gratuites et accompagnées d'un système de prêt universel, les programmes universitaires sont contingentés et les places sont attribuées en fonction du dossier scolaire, ce qui motive les étudiants pré-universitaires à obtenir de bons résultats.

L'intégration, l'un des grands mots du système, avec l'égalité, résumant l'idéal suédois⁸. « *L'éducation est fondée sur l'intégration sociale et la découverte de l'extérieur; c'est une école libérale et individualisée, où le système suédois envisage d'évaluer les besoins de chaque enfant, et d'y répondre* ». Jusqu'au huitième, il n'y a pas de système de notes mais uniquement des évaluations données aux parents, que les professeurs reçoivent une ou deux fois par an. L'objectif étant précisément de parvenir à trouver par soi-même le plaisir d'apprendre. Tout au long de la scolarité, les professeurs essaient de spécialiser l'enseignement et de donner une chance à des élèves « différents » d'avoir une bonne connaissance de leur langue et de leur culture.

Il s'agit surtout de la capacité de l'école suédoise à réduire l'impact du milieu social sur les résultats des enfants.

⁸ Sterner Richard, « *Planification et démocratie : l'exemple de la Suède* ». In: Revue économique, volume 4, n°2, 1953. pp. 220-244.



Pour certains, la démocratie permanente représente une frustration car l'autorité est très contrôlée. Ils pensent que ce n'est pas aux élèves de tout choisir et qu'il faudrait avoir une méthode plus directive. Les Suédois reprochent à leur système scolaire une certaine injustice : les écoles sont gérées par les communes et non par l'État, ce qui entraîne de fortes disparités entre les communes bien dotées et les autres qui le sont moins.

Le programme PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), qui évalue le système éducatif de cinquante-sept pays, accorde à la Suède une place correcte sans être triomphale. En 2006, elle était dixième en lecture et dix-septième en mathématiques, ce qui la plaçait devant la France. Ses élèves étaient considérés comme moins stressés et plus soutenus par leurs professeurs. L'organisation democracyrating.org mesure la qualité de la démocratie des pays ayant un régime démocratique. Chaque année, elle établit un classement selon un indicateur de démocratie. Selon l'organisation, la Norvège arrive en tête, suivie par la Suisse et la Suède.

Puisque les SES (systèmes d'enseignement supérieurs) scandinaves sont perçus comme étant accessibles et contribuant à leur société, la plupart des citoyens leur accordent leur confiance et celle-ci protège la liberté universitaire des professeurs, de même qu'elle encourage les investissements publics en recherche⁹. L'égalité sociale et ses investissements publics ont aussi permis d'accroître l'accès au doctorat et, par conséquent, le nombre de chercheurs.

⁹ S. Broström(2000) : « *L'éducation préscolaire au Danemark et dans les pays nordiques : traditions et démocratie* », in S. Rayna & G. Brougère (dir.) Traditions et innovations dans l'éducation préscolaire. Paris, INRP, pp. 125-148.

Ce sont cette liberté universitaire, ce financement public et ces chercheurs qui ont fait des SES scandinaves des puissances scientifiques.

RECOMMANDATION

L'égalité et la qualité ne sont donc pas antinomiques et, au lieu de viser l'équilibre entre les deux, il pourrait être plus porteur de repenser la relation entre les deux et s'efforcer de mieux comprendre comment l'égalité peut devenir un vecteur d'excellence et de développement.

B- Éducation, démocratie et développement en Palestine : des progrès en quête de moyens

Le 6 avril 2017, le Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, a ratifié la première loi nationale sur le thème de l'éducation. Cet évènement caractérise la situation inédite dans laquelle se trouve le système éducatif de ce pays. En effet, le gouvernement ne dirige pas complètement la politique éducative. Le ministère palestinien de l'éducation et de l'Enseignement supérieur, créé tardivement en 1994, partage son pouvoir avec le voisin israélien et le Hamas dans la Bande de Gaza. Pour comprendre comment se structure la politique éducative palestinienne, il est important de revenir sur la spécificité politique de cet État en quête de reconnaissance.

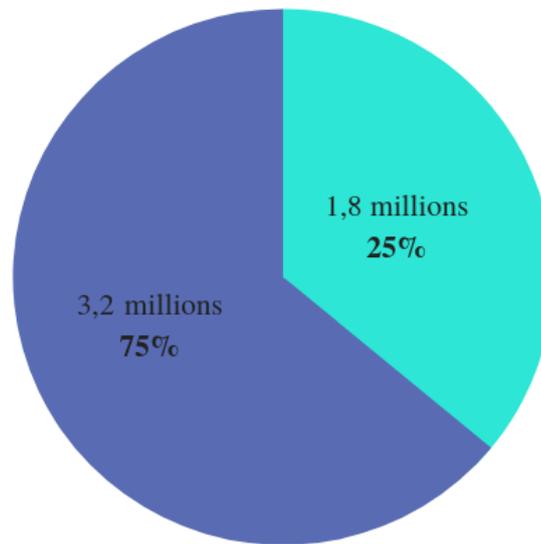
La Palestine est un proto-État qui aspire à l'indépendance mais dont la reconnaissance ne fait pas l'unanimité à l'international. Le statut « d'État observateur » aux Nations Unies illustre l'ambiguïté existentielle dans laquelle se trouve la Palestine.

Ce proto-État d'une superficie de 6020 km², deux fois plus petit que l'Ile-de-France, est divisé en deux blocs territoriaux distincts. Sur les 4,8 millions de Palestiniens, 1,8 millions sont situés dans la Bande de Gaza et 3,2 millions vivent en Cisjordanie.

Localisation géographique des palestiniens



Nombre total de la population palestinienne : 4,8 millions de personnes.



Ambassadeurs
de la
Jeunesse



Cisjordanie



Bande de Gaza

www.ambassadeurs-jeunesse.org

2019

La scission sociale et territoriale est accentuée par la situation des réfugiés palestiniens. Selon l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), sont réfugiés toutes les « personnes dont le lieu de résidence normal était la Palestine durant la période de 1^{er} juin 1946 au 15 mai 1948, et qui ont

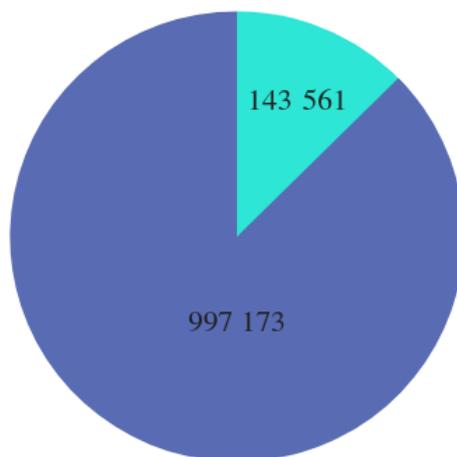


Ambassadeurs
de la
Jeunesse

perdu leur maison et leurs moyens de subsistance en raison du conflit de 1948 »¹⁰.

Bien que disséminés dans plusieurs pays limitrophes, ils sont 143 561 à Gaza et 997 173 en Cisjordanie. La population palestinienne se caractérise par sa concentration de profils extrêmement variés vivant dans des espaces distincts et à la réalité différente. Le modèle éducatif s'est construit sur ce démantèlement social et territorial.

Nombre de réfugiés palestiniens



Cisjordanie



Bande de Gaza



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Source : Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

¹⁰ United Nations Relief and Word Agency for Palestine refugees in the near east, « *Palestine Refugees* », (consulté sur : <https://www.unrwa.org/palestine-refugees>).



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

En 1993, les Accords d'Oslo ont tenté d'unifier politiquement la Palestine avec la création de l'Autorité palestinienne. La gouvernance de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie est désormais gérée dans la ville de Ramallah. Malgré les efforts de centralisation, l'unité palestinienne est rapidement mise à mal. En 2006, au terme d'élections démocratiques, le Hamas remporte le droit de gouverner l'Autorité palestinienne. Mais la victoire du parti islamiste n'est pas reconnue par la communauté internationale. Par conséquent, le Fatah, parti de Mahmoud Abbas, continue de gouverner sur la Cisjordanie pendant que le Hamas dirige la Bande de Gaza.

Cette fracture politique conduit au développement de projets éducatifs séparés et différents selon les zones géographiques. En 2018, malgré les efforts de dialogue entre le Fatah et le Hamas, la Palestine reste soumise à deux autorités distinctes (sans compter l'autorité israélienne). L'absence d'une ligne politique fédératrice associée à l'occupation israélienne conduit à une situation socio-économique préoccupante. La Palestine occupe la 123^{ème} place du classement mondial de l'Indice de développement humain (IDH). Elle appartient au même groupe qu'un pays comme l'Égypte. Malgré un taux de croissance affiché à 3,8 %¹¹, le développement palestinien est insuffisant pour répondre aux besoins de la population. La bonne croissance palestinienne en 2017 et 2018 s'explique par les efforts de reconstruction mis en place après la guerre à Gaza de 2015. Le produit intérieur brut (PIB) est de 13 milliards de dollars¹² soit moins que le PIB de l'Afghanistan qui est de 19 milliards de dollars. Cependant, l'éducation en Palestine peut jouer un rôle clé dans les années à venir.

¹¹ Population Data, « *Palestine* », 15 décembre 2018 (consulté sur : <https://www.populationdata.net/pays/palestine/>).

¹² *Ibid.*

Avec un nombre moyen de 4 enfants par femme, l'éducation doit accompagner l'importante croissance démographique palestinienne. Le développement de ce pays qui abrite 31,8%¹³ de chômeurs dépend de sa capacité à former une future main d'œuvre qualifiée. L'éducation est aussi la condition *sine qua non* de la mise en place d'institutions démocratiques efficaces. L'éducation en tant que « processus institutionnalisé de formation et de transmission de connaissances qui développe des aptitudes, des habitudes et des attitudes »¹⁴ peut participer à renforcer le sentiment d'appartenance à une unité politique malgré le morcellement territorial.

RECOMMANDATION

La réconciliation territoriale, qui ne peut être amorcée que par un dialogue national et démocratique, doit au préalable être préparée par la transmission d'une éducation civique à l'égard des plus jeunes. Mais pour ce faire le modèle éducatif palestinien doit dépasser sa dépendance aux aides extérieures afin d'assurer un modèle de développement viable et indépendant.

1- Le modèle éducatif palestinien au service d'un développement inégal

a- L'éducation, une priorité nationale pour les Palestiniens

Malgré les difficultés sociales et politiques, la Palestine fait partie des nations les plus éduquées au monde.

¹³ Palestinian Central Bureau of Statistics, « *Palestine in Figures 2017* », Ramallah-Palestine

¹⁴ Philippe Hugon, « *La scolarisation et l'éducation : facteurs de croissance ou catalyseurs du développement ?* », Mondes en développement, vol. n° 132, no. 4, 2005, pp. 13-28.

D'après *The world bank and Bisan center for research and developpment*¹⁵ 91% des palestiniens sont des individus lettrés. Comparativement, le taux d'analphabétisme mondial est de 14% selon l'institut statistique de l'UNESCO¹⁶. Dans le monde arabe l'analphabétisme atteint une moyenne de 24,8%. L'intérêt des autorités palestiniennes pour l'éducation est historique. Déjà en 1982, 20%¹⁷ de la population palestinienne avait reçu un enseignement universitaire. Plus de 30 années plus tard, en 2015, la Palestine abritait un nombre de 250 000 étudiants, soit 9% de la population totale. La baisse du taux d'étudiants ne signifie pas nécessairement une désintégration de l'enseignement supérieur, il faut comprendre cette évolution au regard de la diversification des parcours scolaires proposés, l'université n'étant plus la seule et unique finalité des études secondaires. La géographie des universités palestiniennes montre bien le caractère prioritaire de l'éducation en Palestine. Il existe 16 grandes universités disséminées sur tout le territoire, 10 en Cisjordanie et 6 à Gaza. Malgré des frais de scolarités avoisinant les 600 euros par an, les universités palestiniennes ne désemplissent pas.

L'ambition du système éducatif palestinien est inscrite dans le texte juridique majeur de l'Autorité palestinienne. L'article 24/1 du *Palestinian Amended Basic Law* (la constitution prévue pour le futur État de Palestine) dispose que « tous les citoyens ont droit à l'éducation ».

¹⁵ World Bank, « *Project paper on a proposed additional grant in the amount of US\$3.0 million to the Palestine Liberation Organization for the benefit of the Palestinian Authority for a teacher education improvement project* », 2015.

¹⁶ UNESCO Institute for statistics, « *More than one-half of children and adolescent are not learning world wide* », 2017.

¹⁷ Samir Kassir, « *L'éducation ferment du nationalisme* », Le Monde Diplomatique, n°341, 1982.

L'intérêt pour l'éducation s'explique par le paradigme nationaliste dans lequel germe la politique palestinienne. Pour la reconnaissance future et unanime de l'État de Palestine, l'esprit nationaliste doit fédérer toute la société palestinienne. Il est celui qui permet la lutte pour l'indépendance.

Les technocrates palestiniens ont bien saisi le rôle que peut jouer l'éducation dans l'édification d'une conscience nationale. À ce titre, il est intéressant de rappeler les objectifs éducatifs prévus par l'*Education sector strategic plan 2017-2022*¹⁸, rapport qui constitue la matrice éducative de 2017 à 2022 et qui rappelle que « l'école primaire transmet les valeurs nationales ». À l'heure où le système politique palestinien se désagrège significativement, il est important de maintenir un esprit national au sein de la société palestinienne.

RECOMMANDATION

Pour l'avenir, l'efficacité démocratique des institutions dépend de la capacité de l'Autorité palestinienne à préserver une conscience nationale. Le démantèlement territorial risque d'impacter significativement l'unité du peuple palestinien.

b- Le morcellement de la politique éducative favorise les inégalités d'accès à l'éducation

La politique éducative n'échappe pas au manque de structure de la gouvernance palestinienne. D'ailleurs, elle ne s'est construite que très tardivement. Jusqu'en 1993, c'est le modèle scolaire égyptien ou jordanien qui prévaut en Palestine.

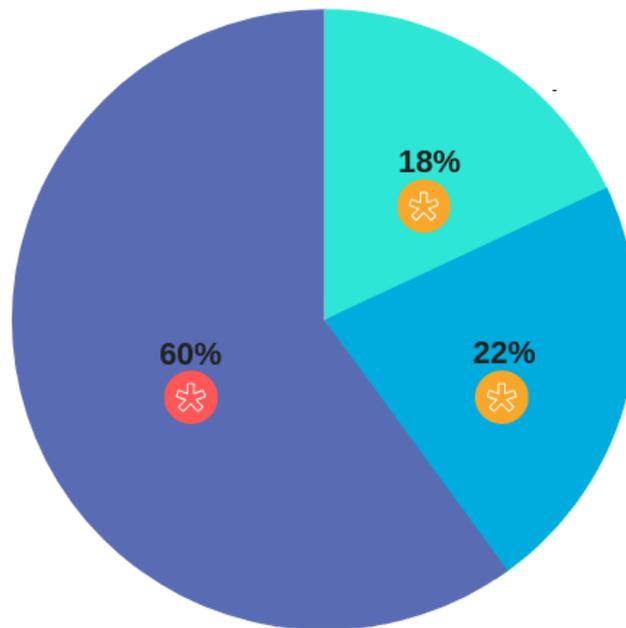
¹⁸ Ministry of Education and Higher Education, « *Education sector strategic plan 2017-2022* », Ramallah-Palestine, 2017.

Ce n'est qu'à partir de la signature des Accords d'Oslo que l'Autorité palestinienne est devenue responsable de son système éducatif. Malgré l'ambition de développer un système homogène à tout le territoire, la politique éducative palestinienne n'a cessé de se morceler. À partir des Accords d'Oslo, tous les territoires palestiniens ne sont plus soumis à la même autorité. Plusieurs pouvoirs politiques différents et parfois contradictoires structurent l'espace palestinien.

La Cisjordanie est divisée en trois sous-régions administratives, la zone A qui équivaut à 18% de la superficie de la Cisjordanie, la zone B qui comprend 22% de la Cisjordanie et enfin la zone C qui regroupe 60% du territoire de Cisjordanie¹⁹. Dans les zones A et B, l'autorité palestinienne est responsable du système éducatif. Dans la zone C, Israël détient l'autorité sécuritaire et administrative. En effet, la zone C comprend un certain nombre de lieux de tensions - toutes les frontières sont en zone C - et par conséquent l'Autorité palestinienne ne régule pas ces espaces. L'État israélien est responsable du système éducatif palestinien dans la zone C.

¹⁹ Rapport commandé pour le 2017/8 Global Education Monitoring Report, « *Accountability in education: Meeting our commitments, The State of Accountability in Palestine* "Educational Planning with Uncertainty: A State under Military Occupation », 2017.

Les sous-régions administratives de la Cisjordanie



Zone A Zone B Zone C



Israël détient l'autorité sécuritaire et administrative + responsable du système éducatif palestinien.



L'autorité palestinienne est responsable du système éducatif.

Copyright © : Ambassadeurs de la Jeunesse

* % du territoire de Cisjordanie

c- La Bande de Gaza et la zone C de Cisjordanie : les marginalisés du système éducatif

L'enchevêtrement de différentes autorités sur l'espace palestinien a des incidences sur l'efficacité du modèle éducatif. Cela mène à des inégalités régionalisées d'accès à l'éducation. La Bande de Gaza porte les stigmates du morcellement de la gouvernance palestinienne. En 2006, lors de la victoire du Hamas aux élections législatives, l'issue du scrutin démocratique n'est pas reconnue par la communauté internationale et le



Fatah. L'Autorité palestinienne, qui siège en Cisjordanie à Ramallah, rappelle des milliers de fonctionnaires et notamment des professeurs installés à Gaza.

Le budget alloué à l'éducation est suspendu dans la Bande de Gaza. Un nombre important de professeurs arrête de travailler car le Hamas n'est pas en mesure de les payer. La fracture politique, associée au blocus de la Bande de Gaza, limitent significativement le potentiel du système scolaire gazaoui. À Gaza, 50% des élèves abandonnent l'école avant d'atteindre l'âge de 17 ans. Le manque flagrant de professeurs accentue la faillite des institutions scolaires. Afin de pallier la désertion du corps enseignant, les autorités de la Bande de Gaza ont mis en place un « *double shift system* »²⁰. Cette solution consiste à diviser par deux le nombre d'heures d'études prévues pour les élèves palestiniens. Chaque professeur peut ainsi suivre deux classes en un même jour. Cela multiplie par deux le nombre d'élèves suivis mais divise par deux le temps d'étude avec un professeur. La zone C de Cisjordanie est soumise à l'autorité israélienne et souffre d'un manque important d'écoles maternelles. D'après un article du bulletin humanitaire de l'ONU²¹, on peut lire qu'un tiers de la zone C n'a pas d'écoles primaires. Pourtant, ces classes sont capitales dans l'acquisition des fondamentaux éducatifs car on y apprend à lire, écrire et compter.

Pour accéder aux écoles primaires, certains élèves sont contraints de se rendre dans des établissements installés à 30 km de chez eux. Les populations bédouines de la zone C cristallisent l'inégalité d'accès à

²⁰ United Nations office for the Coordination of humanitarian affairs, « *Education undermined by deteriorating humanitarian situation in Gaza* », The monthly humanitarian bulletin, Mai 2018.

²¹United Nations office for the Coordination of humanitarian affairs, « *Access to education in Area C of the West Bank* », The monthly humanitarian bulletin, Juin 2017.



l'éducation en Palestine. Ce « peuple », anciennement nomade vit en moyenne à 6 km des premières écoles. Il concentre un taux d'analphabétisme extrêmement fort. L'inégal accès à l'éducation est intrinsèquement lié à l'inégal accès au développement. Le système éducatif palestinien produit une société inégalitaire. Aux fractures géographiques s'ajoute une fracture éducative. En effet, la jeunesse bédouine n'a pas les mêmes chances d'accès à l'éducation que les élèves de la ville de Ramallah, capitale administrative et économique de la Palestine.

2- Un système éducatif hétérogène et faiblement intégré aux dynamiques de développement et de démocratisation

a- Un système éducatif hétérogène

Le panorama éducatif palestinien est large et peu uniforme. La multiplication d'institutions scolaires différentes donne lieu à l'émergence de diplômes plus ou moins reconnus. L'hétérogénéité du système éducatif ne permet pas à une part importante d'étudiants de s'insérer professionnellement. Dans un contexte de chômage de masse, la stratification éducative limite l'insertion des étudiants les moins fortunés.

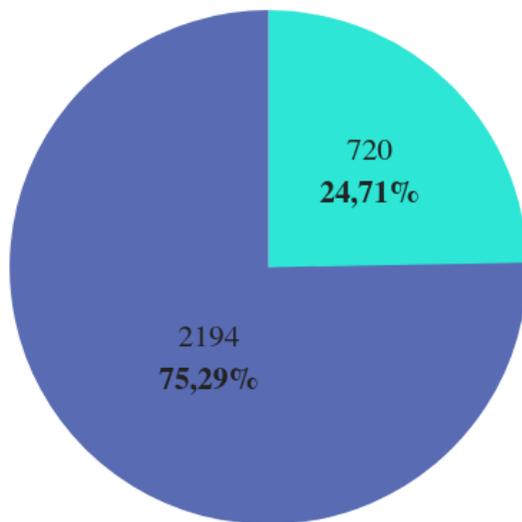
Les disparités éducatives se manifestent premièrement dans le clivage entre écoles publiques et privées. Dès l'école primaire, l'offre éducative se multiplie. Selon le Ministère de l'éducation, il y a 2914 écoles sur le territoire palestinien.



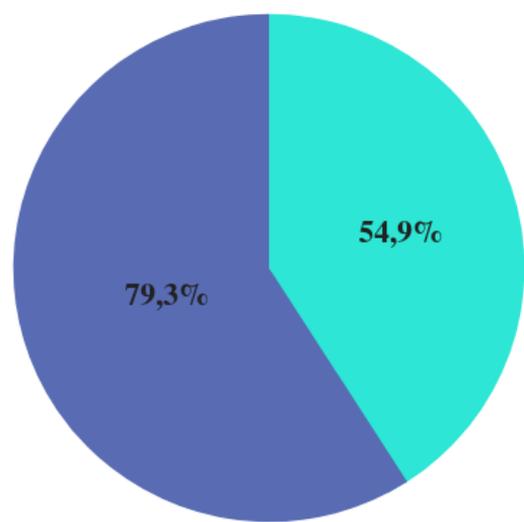
Parmi celles-ci, 2194 sont en Cisjordanie et 720 dans la Bande de Gaza²². Sur les 2914 écoles primaires, le Ministère de l'éducation en contrôle 79,3% en Cisjordanie et 54,9 dans la Bande de Gaza²³.

Les écoles primaires palestiniennes

Répartition des écoles sur le territoire palestinien
(2914 au total)



Contrôle des écoles primaires par le Ministère de l'Education



■ Cisjordanie ■ Bande de Gaza



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Source : Ministry of Education and Higher Education, « Education sector strategic plan 2017-2022 »

²² Ahmad Melhem, « *What's in Palestine's first ever education law ?* », Al-Monitor, Avril 2017.

²³ Ministry of Education and Higher Education, « *Education sector strategic plan 2017-2022* », op. cit., p. 3.



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

C'est à Gaza que l'hétérogénéité éducative se manifeste particulièrement. Pour l'année scolaire 2017/2018, 253 263 élèves avaient cours dans des écoles primaires gouvernementales, 271 161 dans des écoles de l'UNRWA, et 17 945 dans des écoles privées.

Nombre d'élèves par types d'écoles à Gaza (2017/2018)

MoEHE 253 263 élèves

UNRWA 271 161 élèves

Private 17 945 élèves



Cependant, c'est dans la ville de Ramallah que l'éclatement éducatif est poussé à son paroxysme. Sur les 23 écoles de la ville, 15 sont privées et seulement 8 sont publiques²⁴. L'élargissement de l'éventail

éducatif instille une hiérarchisation des parcours qui conduit à un accès limité et inégal à l'insertion professionnelle. Lorsque les écoles ne sont pas gouvernementales, les connaissances acquises par les étudiants sont différentes. Généralement, le pays qui finance l'école privée exporte son programme éducatif. L'école américaine de Ramallah « *Friends school* » délivre par exemple des certifications américaines en parallèle des diplômes palestiniens. Les diplômes des écoles privées sont plus compétitifs que ceux issus des écoles publiques. L'importante présence d'organisations non-gouvernementales dans le domaine de l'éducation accentue le morcellement de l'offre scolaire. *L'éducation sector strategic plan*²⁵ appelle à une plus grande coopération entre le Ministère de l'éducation palestinien et les ONG palestiniennes. En effet, l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNRWA (prend en charge 24% des élèves palestiniens), AAMIDEAST, et *German Institute for Adult Education* sont des ONG éducatives qui doivent impérativement collaborer avec les autorités palestiniennes.

Le manque d'harmonisation du système éducatif ne favorise pas les politiques globales d'insertion professionnelle, ces politiques se voient contraintes de s'adapter à toutes les particularités qui composent le panorama.

²⁴ Aziza Nofal, « *Lack of public schools in Ramallah fuels boom in private education* », Al-Monitor, 7 Septembre 2017.

²⁵ Ministry of Education and Higher Education, « *Education sector strategic plan 2017-2022* », op. cit., p. 3.



b- La non-reconnaissance des diplômes limite l'insertion professionnelle et affaiblit la démocratisation des études supérieures

Le morcellement éducatif conduit à un important problème de reconnaissance des institutions éducatives. L'université Al Quds, située à Jérusalem, souffre du manque de reconnaissance des autorités israéliennes. En raison d'enjeux territoriaux, les étudiants palestiniens de cette université ne voient pas leurs diplômes reconnus par les institutions israéliennes. L'État hébreu considère Jérusalem comme la capitale exclusive d'Israël, ainsi la présence d'une université palestinienne dérange les autorités. Le positionnement israélien vis-à-vis de l'université Al Quds limite sensiblement la capacité des étudiants issus de cette université à intégrer le marché du travail israélien.

Les économies israéliennes et palestiniennes sont connectées et interdépendantes. D'après le rapport de *the United Conference on trade and development*²⁶, Israël produit 70% des importations palestiniennes et absorbe 85% des exportations palestiniennes en 2015. L'État hébreu est un important pourvoyeur d'emplois pour les jeunes diplômés palestiniens, 110 000 palestiniens travaillent en Israël ou dans ses colonies²⁷. Les enjeux de reconnaissance des diplômes sont aussi intra-étatiques. Dans la Bande de Gaza, 25 000 étudiants sont affectés par la non reconnaissance unanime de leur diplôme universitaire²⁸. L'Autorité palestinienne invalide systématiquement tous les diplômes issus d'universités gazaouies créées après 2007.

²⁶ United Nations conference on trade and development, « *Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people : Developments in the economy of the Occupied Palestinian territory* », Septembre 2016.

²⁷ Adam Rasgon, « *Israel planning to increase work permits for Palestinians* », Jerusalem Post, 12 Avril 2018.

²⁸ Hana Salah, « *Graduates of Gaza universities demand jobs, degree recognition* », Al-Monitor, Février 2018.



Cette mesure est prise après la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006, afin d'affaiblir la légitimité de ce parti islamiste. La décision de l'Autorité palestinienne amoindrit considérablement l'accès au marché du travail des étudiants diplômés de ces universités. Ils se voient refuser les métiers de la fonction publique et de l'enseignement.

Dans une parcelle de territoire où le chômage touche 60% des jeunes²⁹, cette position accroît l'incapacité de ces étudiants à s'insérer professionnellement. Cependant, au début de l'année 2018, l'Autorité palestinienne a annoncé un plan pour reconnaître de façon globale les universités gazaouies. Cette décision répond à une forte mobilisation étudiante sur les réseaux sociaux sous le hashtag « *Our future fall apart* ». Elle s'inscrit aussi dans une dynamique de réconciliation entre le Hamas et le Fatah, enclenchée par la signature le 12 octobre 2017, au Caire, d'un accord qui prévoit le transfert complet de la Bande de Gaza à l'Autorité palestinienne. Cet accord n'est pas encore entré en application en raison de différends politiques. S'il est adopté, 25 000 étudiants bénéficieraient de l'harmonisation, 13 000 diplômés et 12 000 qui étudient actuellement dans ces universités³⁰.

L'uniformisation des diplômes universitaires entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie concrétiserait une égalité de traitement entre ces étudiants et démocratiserait le système scolaire.

²⁹ Palestinian Central Bureau of Statistics, « *Palestine in Figures 2017* ». Ramallah-Palestine, 2018 o.p. cit., p.2.

³⁰ Khaled Abu Amer, « *Gaza's graduates finally get recognition they've demanded* », Al-Monitor, 27 Mars 2018.



D'ailleurs, le rapport *Palestine 2020 : A learning Nation*³¹ commandé par le Ministère de l'éducation relève le danger d'avoir deux régimes éducatifs différents dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. L'homogénéisation de l'éducation amorce l'émergence d'une société civile palestinienne déterritorialisée.

c- Le système éducatif au défi de la fuite des étudiants palestiniens

Le manque d'opportunités associé au rayonnement limité des universités palestiniennes mènent un certain nombre d'étudiants et de jeunes diplômés à rejoindre des États plus attrayants. Mais en Palestine, la fuite des cerveaux ressemble parfois à une fuite de quelques kilomètres seulement. Le rapport « *opportunities and challenges of Palestinian development actions in Area C* »³² met en évidence que de nombreux jeunes diplômés palestiniens privilégient le marché israélien puisque recherchant de meilleures conditions salariales. Le salaire moyen accordé par les *start-ups* palestiniennes est de 700 dollars. Du côté israélien, il est de 3000 dollars. Pour cette raison, le marché palestinien peine à enrayer la fuite des cerveaux, pourtant formés par son système éducatif. Le départ des diplômés palestiniens est aussi visible à l'échelle régionale. Il y a une trentaine d'années, la majorité des enseignants du Koweït étaient des Palestiniens. Cette émigration a fortement progressé à partir de 2017. En 2018, 158 professeurs ont été recrutés par le Koweït, 102 professeurs de Gaza et 56 de Cisjordanie³³. Cette deuxième année consécutive de recrutement laisse présager un accroissement des émigrations dans les

³¹ Ministry of Education and Higher Education, « *Palestine 2020 : A learning nation* », Février 2014.

³² Applied Research Institute – Jerusalem (ARIJ), « *Palestinian development actions in Area C* », 2016.

³³ Aziza Nofal, « *Kuwait seeks Palestinian teachers* », Al-Monitor, 28 Aout 2018.



années à venir. Si à l'échelle individuelle, l'émigration représente un horizon d'opportunités, à l'échelle nationale, elle ne permet pas de capitaliser sur le système éducatif à des fins de développement. Le secteur de l'Internet et de la technologie semble avoir le potentiel de maintenir les diplômés en Palestine. D'ailleurs, les *start-ups* palestiniennes s'illustrent dans ce domaine et sont en plein essor³⁴. Pour sortir du chômage et contourner les contraintes israéliennes, les Palestiniens investissent les nouvelles technologies. En 2009, le nombre de *start-ups* palestiniennes a augmenté de 39%.

D'après un rapport de la Banque Mondiale « l'univers des *start-ups* palestinienne est en maturation »³⁵. Le domaine de l'Internet permet aux diplômés palestiniens d'entrer dans la mondialisation sans quitter leur pays. Malgré leur faible compétitivité salariale, ces *start-ups* peuvent participer à fixer les étudiants les plus qualifiés en Palestine. Il est intéressant de noter que nombreux de ces services sont à Gaza, territoire soumis au blocus israélien. L'entreprise gazaouie Haweya se développe par exemple dans le Golfe. En 2016, elle a collaboré avec *Qatar Development Fund*. Le blocus se voit contourner par l'essor des liaisons numériques.

RECOMMANDATION

Il est important que le système éducatif palestinien s'adapte à la transformation du marché du travail. Le *sector Strategic plan 2017-2022* plaide d'ailleurs pour une meilleure collaboration entre les différents secteurs d'activités liés au système éducatif. Une réelle politique de convergence doit unir les décisions du Ministère de l'éducation, du Ministère de Travail, etc.

³⁴ Ahmed Sammak, "Soaring unemployment pushes Gaza's tech sector forward", Al-Monitor, 20 Aout 2018.

³⁵ *Ibid.*



3- L'asphyxie du potentiel économique et démocratique de l'éducation

a- Le défi démographique

Le système éducatif palestinien est confronté à un enjeu majeur, sa démographie. L'essor de la population palestinienne met au défi la capacité des autorités à préparer les générations futures aux nouvelles dynamiques de développement. Dès à présent, la jeunesse palestinienne revêt une importance capitale. 40% de la population à entre 0 et 14 ans, les 15-29 ans représentent 30% de la population³⁶. De fait, 70% de la population a moins de 30 ans. La politique éducative palestinienne doit s'adapter à ce bouleversement démographique afin d'ériger un dispositif politique d'envergure. La solution démocratique, seule capable de réconcilier les parcelles de territoires politiquement divisées, se prépare par la transmission d'une éducation civique à l'égard des plus jeunes. La diffusion d'une culture politique commune se voit contrariée par l'importante croissance démographique. D'après les prévisions les plus récentes il devrait y avoir 6,9 millions de Palestiniens en 2030 et ils devraient être 9,6 millions en 2050³⁷. L'espace attribué à l'éducation doit nécessairement augmenter. Selon le Ministère de l'Éducation et des Hautes études, 1081 écoles doivent être construites entre 2017 et 2021 pour la seule Bande de Gaza.

RECOMMANDATION

Outre l'importance de multiplier les écoles pour que le système éducatif permette l'insertion professionnelle, il faut accroître l'offre d'emplois en Palestine.

³⁶ Ministry of Education and Higher Education, « *Education sector strategic plan 2017-2022* », op. cit., p. 3, 5, 6, 8.

³⁷ *Ibid.*



Le forum du développement durable de l'ONU³⁸ révèle qu'un million d'emplois doivent être créés d'ici 2030. L'essor démographique palestinien comporte des enjeux de développement et de démocratie fondamentaux. Mais la capacité d'adaptation des autorités palestiniennes est amoindrie par la colonisation qui pèse sur l'État palestinien.

b- La colonisation, principal obstacle au développement éducatif

La mise en application d'une politique éducative nécessite de passer de la théorie à la pratique. Le Ministère de l'Éducation fait le constat qu'il faut accroître la capacité d'accueil des établissements scolaires palestiniens. Mais les acteurs éducatifs peinent à dépasser l'étape de la prise de conscience pour passer à celle de la construction d'infrastructures dédiées à l'éducation. L'édification d'écoles est bloquée par les décisions israéliennes qui accordent trop peu de permis de construire. En effet, l'État israélien participe de façon active à la politique urbaine palestinienne. Rappelons que dans la zone C, qui comprend 60% de la Cisjordanie, c'est l'État israélien qui commande militairement et administrativement. 70% de la zone C est inconstructible pour des raisons militaires, 28% de cet espace est déjà construit. Par conséquent, il ne reste que 2% du territoire apte à la construction³⁹. Le cas de l'éducation à Jérusalem-Est illustre bien la manière avec laquelle Israël bloque le développement d'une politique éducative adéquate. En 2011, la Cour suprême israélienne a prononcé un jugement considérant que l'État d'Israël a violé le droit à l'éducation publique gratuite des

³⁸ State of Palestine's Main Message to the 2018 High-Level Political Forum on Sustainable Development (consulté sur : <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/palestine>).

³⁹ United Nations conference on trade and development, « *Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people : Developments in the economy of the Occupied Palestinian territory* », Septembre 2016 *op. cit.*, p. 7.



Palestiniens de Jérusalem-Est. La Cour ordonne aux autorités israéliennes de résoudre le problème du manque de classes dans un délai de 5 ans. Mais en 2016, la Cour déclare que le déficit de classes n'est toujours pas comblé.

Ces rappels à l'ordre juridiques mettent en évidence le manque d'intérêt israélien pour l'éducation palestinienne. Les infrastructures israéliennes sont aussi un obstacle à la mobilité des Palestiniens. D'après le rapport « *des chefs diplomatiques de l'Union européenne* », l'accès aux établissements éducatifs est rendu difficile par le dispositif sécuritaire israélien. 2000 étudiants et plus de 250 palestiniens doivent traverser des check-points pour se rendre à l'école. La politique spatiale israélienne en Cisjordanie consiste à multiplier des « micro-enfermements ⁴⁰ » qui empêchent la libre circulation des Palestiniens. L'organisation territoriale anxiogène participe à la désertion du système éducatif par les étudiants palestiniens.

c- La division entre Hamas et Fatah : un frein à l'éducation

Parmi les leviers d'actions que possèdent l'État palestinien, celui de la réconciliation entre Fatah et Hamas est des plus importants. La division entre ces deux partis affecte considérablement l'éducation des jeunes gazaouis. L'année 2017 a cristallisé la détérioration des relations entre les deux partis au détriment des étudiants. D'avril à janvier 2018, l'électricité dans la bande de Gaza s'est vue rationalisée. Afin de soumettre le Hamas, l'Autorité palestinienne a cessé de payer les notes de l'électricité de la Bande de Gaza. Par conséquent, l'électricité a été coupée 20 heures par jour. Cette coupure a entravé le fonctionnement des

⁴⁰ Jacques Levy, « *Topologie furtive* » EspacesTemps.net, Objets, 2008.



dix compagnies de dessalaison qui alimentent, notamment, les établissements scolaires gazaouis. Finalement, 20 000 étudiants n'ont pas obtenu leur certificat de fin d'étude en raison de l'impasse « électrique » dans laquelle se trouvaient les centres scolaires. En janvier 2018, le Fatah a annoncé reprendre le paiement de l'électricité gazaouie ; cependant, pour des raisons techniques, l'unique centrale de Gaza est alimentée de façon discontinue. L'électricité ne fonctionne toujours pas continuellement.

4- Le manque d'indépendance du système éducatif et la mise en péril de l'identité palestinienne

Le cas de l'éducation dans les camps de réfugiés montre explicitement la dépendance à l'aide internationale du système éducatif palestinien. L'UNRWA est un organe des Nations Unies qui organise l'éducation de 5,9 millions de réfugiés palestiniens dans tout le Moyen-Orient (Palestine comprise). 525 000 écoliers sont scolarisés dans les 700 centres scolaires de cette organisation qui emploie un peu plus de 22 000 instituteurs. Le développement de cette institution de l'ONU en Palestine permet aux réfugiés palestiniens d'avoir accès à l'éducation. En effet, l'Autorité palestinienne n'est pas en mesure d'intégrer ces populations dans son système éducatif, elle est donc dépendante de la mission de l'UNRWA. Mais ce programme de l'ONU est en grave difficulté financière. En août 2015, la rentrée scolaire en Cisjordanie et à Gaza a dû être reportée en raison d'un manque de fonds estimé à plus de 100 millions de dollars⁴¹.

⁴¹ Elodie Farge, « *Le droit à l'éducation des Palestiniens à nouveau sacrifié* », Middle East Eye, 13 Aout 2015.



En 2017, les États-Unis ont annoncé une réduction drastique de leur participation financière. De 350 millions de dollars annuels, la contribution de l'ex plus grand donateur a chuté à 60 millions de dollars. Ce désengagement met en péril le système éducatif des réfugiés palestiniens et va à l'encontre du besoin d'éducation, permettant de garantir la pérennité de l'identité nationale.

La difficulté de l'UNRWA à dispenser les programmes palestiniens limite encore plus la capacité de l'éducation palestinienne à fédérer une nation autour d'institutions communes. La fragilité du système scolaire en Palestine favorise l'émergence d'établissements scolaires privés communautaires. La transmission du programme scolaire palestinien est de plus assuré par des *waqf* (fondations de charité religieuses). Ces établissements musulmans ou chrétiens se développent à Jérusalem au fur et à mesure que l'école publique se détériore⁴². Ces institutions communautaires désagrègent le sentiment d'appartenance à une entité globale et composite. La démocratisation est mise à mal par le recul de l'unité politique palestinienne.

Enfin, on assiste dans les territoires de la zone C à une « *israélisation* »⁴³ des programmes scolaires qui occultent les récits sur l'identité palestinienne. Le Ministère de l'Education palestinien n'est pas souverain sur ses programmes scolaires car il dépend fortement des autorités israéliennes. En mars 2011, les établissements privés de Jérusalem-Est qui reçoivent un financement israélien ont été obligés de changer leurs manuels scolaires. Ils doivent désormais utiliser des livres

⁴² Peggy Cidor, « *Une question d'éducation* », The Jerusalem Post, 22 Octobre 2015.

⁴³ Nir Hasson, « *A surprising process of « israelization » is takink place among Palestinians in East Jerusalem* », HAARETZ, 29 Décembre 2012.

préparés par l'Administration de l'éducation de Jérusalem, un organe commun à la municipalité et au Ministère de l'éducation israélien. Tous ces éléments amenuisent le potentiel démocratique palestinien, la dislocation sociale n'est pas propice à l'émergence d'un système démocratique efficace.

Le modèle de développement palestinien s'érige à partir des structures éducatives adoptées par les autorités. Le système éducatif est aujourd'hui au service d'un développement inégal. La stratification éducative favorise l'émergence d'une société inégalitaire. Cependant, il convient d'interroger les causes profondes de la hiérarchisation des offres scolaires. Des éléments exogènes au système éducatif affectent ce dernier. L'occupation israélienne, le manque de coopération entre les différents partis palestiniens et la dépendance financière pénalisent l'éducation palestinienne.

RECOMMANDATION

Seule une politique globale de résolution du conflit israélo-palestinien associée à un renforcement de l'unité politique peut sortir de l'impasse le système éducatif palestinien.

Cette étude révèle aussi la complexité des relations entretenues entre la démocratie et l'éducation en Palestine. Comment l'éducation peut-elle être vecteur de démocratie dans un État où l'efficacité démocratiques des institutions est limitée ? Depuis 2006, la Palestine est plongée dans une impasse démocratique. Malgré ce déficit de démocratie, l'éducation a la capacité d'amorcer l'unification nationale et sa gouvernance démocratique.

RECOMMANDATION

Seule la démocratisation de l'éducation peut relayer à grande échelle une conscience citoyenne. Aussi, la diffusion de l'éducation permet de prémunir la Palestine des vagues populistes qui semblent être une menace mondialisée.

Force est de constater que l'éducation est malheureusement un agent démocratique fortement négligé dans la quasi-totalité des pays du Moyen-Orient.

C- L'éducation : un agent démocratique négligé au Moyen-Orient

1- L'éducation, source de richesse

Les mots sont la structure de notre pensée, mais plus encore les vecteurs de nos idées, la mise en forme de nos idéaux. Aux enfants, dès leur plus jeune âge, nous apprenons les mots. Les valeurs, les idéaux aussi. Ces mots, ces valeurs, appris à travers des pratiques éducatives diverses tout au long de notre vie sont ce que nous sommes, ce que nous deviendrons, ce que nous faisons et comment nous le faisons. L'éducation a ainsi une importance primordiale pour la construction de soi. Comment en effet apprendre le vivre en société, mais davantage le respect des autres, la tolérance, comment réaliser que nous sommes tous différents, si ce n'est à travers l'éducation ? Il nous faut donc questionner l'éducation comme possible vecteur démocratique.

Que veut dire « éducation » ? L'éducation est une notion large. Elle regroupe des notions d'éducation familiale (traditions, coutumes, règles apprises par les parents), éducation scolaire/universitaire

(transmission des savoirs), et en troisième lieu les règles sociétales/lois, imposées par l'État et la société dans lesquels nous vivons. L'éducation se décline donc sous une forme pyramidale : Famille/École/Société-État. Ces trois grands passages, passerelles structurelles, constituent les bases de la construction sociale et psychique de tout individu.

La famille transmet ses coutumes et traditions et cette base éducative reste bien plus hétéroclite que les valeurs transmises par l'école. Cela mis en avant, il est par conséquent évident qu'il existe plusieurs valeurs que l'éducation en général peut transmettre. Cette diversité et multiplicité des valeurs éducatives est d'autant plus présente lorsque nous comparons une société à une autre, qui possède ses propres lois, son propre système scolaire, ses propres traditions. Dans chaque pays existent donc des éducations issues notamment de son Histoire, de sa culture et de ses coutumes.

Ainsi, affirmait Durkheim, « les pratiques éducatives ne sont pas des faits isolés les uns des autres ; mais, pour une même société, elles sont liées en un même système dont toutes les parties concourent à une même fin : c'est le système d'éducation propre à ce pays et à ce temps. Chaque peuple a le sien, comme il a son système moral, religieux, économique, etc.⁴⁴».

Partant de ce constat, il devient difficile de comparer les systèmes éducatifs, tout comme il est impossible de comparer tout autre système (étatique, moral, religieux, économique, etc.) d'un pays à un autre. Mais s'agissant de valeurs structurelles d'un individu, il reste impératif de pouvoir les juger, voire critiquer ou à défaut de les comparer.

⁴⁴ Émile Durkheim, « *Éducation et sociologie* », Librairie Félix Alcan, 1922, p. 80.



Si l'éducation est une transmission de savoirs et de valeurs, elle ne devrait être vue que comme un vecteur positif de développement. Avec le temps de la modernité, de la mondialisation, de la démocratie sans cesse améliorée, les pratiques éducatives doivent apprendre à tout un chacun le respect de l'autre et de son environnement, la tolérance face aux différences et l'ouverture au monde.

Au fur et à mesure que les années passent, que les sociétés changent, que les individualités s'expriment, que les lois se modulent et se façonnent afin de permettre davantage d'égalité et de liberté, l'éducation d'après le mode Famille/Ecole/Société-État devient un socle fondamental. Ce socle est la base d'une société démocratique idéale en construction perpétuelle. Malheureusement, dans certains pays du Moyen-Orient, la transmission de savoirs est utilisée comme moyen de transmission de haines ou de repli sur soi. N'est-ce pas dès leur plus jeune âge que des enfants sont endoctrinés pour devenir les meilleurs martyrs de demain ?

Les révolutions arabes ont fait pourtant naître un véritable désir d'égalité et de liberté dans les populations et les pratiques éducatives devraient être fondamentalement renouvelées en ce sens.



2- Les limites de l'éducation dans la région du Moyen-Orient

a- Une éducation difficile d'accès

Nous allons surtout nous pencher ici sur l'éducation à travers le milieu scolaire (au sens large). Que ce soit dans le monde en général, dans la région du Proche-Orient, ou même à l'intérieur de tout pays, il existe d'abord une inégalité d'accès à l'éducation (scolaire). Cette inégalité est d'autant plus prononcée entre les milieux ruraux ou urbains, entre les milieux aisés ou plus pauvres, entre les locaux et les réfugiés.

Ainsi, certains enfants, vivant ou issus de pays dans lesquels des conflits se poursuivent depuis des années, ne peuvent avoir accès à l'éducation scolaire, et n'ont jamais été à l'école ; d'autres, réfugiés, y ont un accès très restreint. C'est le cas par exemple de jeunes Syriens, Libyens, Yéménites ou Irakiens, dont les écoles sont détruites ou surchargées. Par ailleurs, près de 15 millions d'enfants sont exclus des systèmes éducatifs dans l'ensemble de la région dont 4,5 millions viennent de Syrie, d'Irak et du Yémen⁴⁵. De plus, en raison de leurs conditions de vie difficiles (pauvreté extrême), ils commencent très tôt à travailler, ou à défaut à mendier, afin de pouvoir subvenir aux besoins de la famille. Dans ce genre de situation de survie, l'école passe en second plan, voire en dernier.

Pourtant, c'est bien pour que leurs enfants puissent avoir un avenir et pour qu'ils puissent avoir accès à l'éducation que de nombreux Syriens se sont réfugiés au Liban. Mais avec 20% d'enfants en plus sur

⁴⁵ Sawsan Al Refai, « *Au Moyen-Orient, la société civile se fait fervent défenseur de l'éducation* », Partenaire mondial pour l'éducation, article du 11 juillet 2017 (consulté sur : <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/au-moyen-orient-la-societe-civile-se-fait-fervent-defenseur-de-leducation>).



le territoire libanais en âge d'être scolarisés, les structures déjà présentes suivent difficilement, de même que le nombre d'enseignants disponibles. Toute la région doit d'ailleurs faire face aux défis que pose la présence massive d'enfants réfugiés en âge d'être scolarisés.

De plus les projections démographiques révèlent que la population jeune de la région aura fait un bond d'environ 10 millions entre 2015 et 2030⁴⁶. Cela accentue la demande de services d'éducation à tous les niveaux, des services qui sont déjà en forte pénurie et en manque de moyens considérables, ce qui se traduit par une formation acquise très en-deçà des standards attendus, nationaux et internationaux.

Malgré cela et comme l'indique la Banque Mondiale, « la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a réalisé de grandes avancées dans l'éducation. Elle a multiplié par quatre le niveau moyen de scolarisation depuis 1960, divisé par deux le taux d'analphabétisme depuis 1980 et est parvenue à la parité presque parfaite entre les sexes à l'école primaire⁴⁷». Ainsi, « le taux de scolarisation net moyen est passé de 86% à 94% entre 2000 et 2010⁴⁸». Toutefois, en parallèle, « les données montrent que les systèmes éducatifs de la région MENA sont dans l'ensemble de bien piètre qualité. Les compétences de base ne sont pas assimilées, ce dont témoignent sans ambiguïté les tests internationaux standardisés, dont les résultats révèlent que la région n'a pas encore atteint le niveau qui devrait être le sien compte tenu de son PIB par habitant moyen⁴⁹».

⁴⁶ La Banque mondiale, « *L'éducation au Moyen-Orient et Afrique du Nord* », note du 27/01/2014, (consulté sur : <http://www.banquemonde.org/fr/region/mena/brief/education-in-mena>).

⁴⁷ *Idem*.

⁴⁸ *Idem*.

⁴⁹ *Idem*.



En effet, deux enquêtes internationales, qui ont lieu tous les trois ans, sont chargées d'évaluer la qualité de l'enseignement dans le monde à travers une comparaison des systèmes éducatifs et des acquis scolaires ; PISA (*Programme for International Student Assessment* - en français, Programme international pour le suivi des acquis des élèves) et TIMSS (*Trends in International Mathematics and Science Study* - en français, Tendances internationales dans l'enseignement des mathématiques et des sciences)⁵⁰. Pour ces deux rapports (les derniers datent de 2016 - les prochains sortant en 2019), l'ensemble de la région MENA a obtenu des résultats largement en-dessous de la moyenne.

Depuis l'année 2000, les résultats de PISA sont présentés et commentés par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) pour chacun des pays concernés, car le système éducatif et sa qualité sont perçus comme des facteurs fondamentaux de la compétition économique entre les pays⁵¹. L'OCDE part donc de l'idée (on ne peut plus logique en soi) que le développement des économies des pays dépend largement de la qualité de leurs systèmes éducatifs et que le citoyen doit savoir mobiliser ses connaissances scolaires pour résoudre les problèmes qu'il est susceptible de rencontrer dans « la vie réelle »⁵². Dans la région, la qualité de l'éducation scolaire prodiguée étant malheureusement médiocre, le développement économique ne se porte pas mieux actuellement. C'est d'ailleurs afin de remédier à cette éducation de qualité médiocre que les parents préfèrent mettre leurs enfants dans des écoles/universités privées considérées de

⁵⁰ Conseil National d'Evaluation du Système Scolaire (CNESCO), « *Comparaison des évaluations PISA et TIMSS* », Rapport scientifique, novembre 2016, Volume 1.

⁵¹ *Idem.*

⁵² *Idem.*



meilleur niveau que celles publiques, gouvernementales, ce qui constitue un coût financier important, que peu peuvent supporter sans s'endetter. Par conséquent, s'il reste positif qu'au fil du temps davantage d'enfants (et d'adultes) aient accès à l'éducation dans la région, il reste dommage et dommageable que cette éducation ne soit pas à la hauteur.

RECOMMANDATION

Il est certain qu'une éducation de qualité permettrait aux nouvelles générations de devenir un moteur de croissance et de développement pour la région, que ce soit au niveau économique, politique, ou sociétal.

Pourtant le nombre d'étudiants souhaitant obtenir une place à l'université augmente d'année en année, ce qui traduit un véritable désir d'évolution dans les couches jeunes de la population. À titre d'exemple, la plupart des étudiants universitaires au Liban multiplient ainsi les petits « jobs » afin de pouvoir financer les études qu'ils poursuivent avec détermination à côté.

b- Une éducation à valeurs démocratiques ?

Si l'éducation est prisée, la richesse qu'elle peut apporter au niveau de la société dépend toutefois fortement de ce qui est concrètement transmis. Les valeurs, les traditions apprises en France ne seront pas les mêmes que celles apprises ailleurs. La culture occidentale ne sera indubitablement pas la même que la culture orientale. Par exemple, en France, l'amour est respecté, reconnu. Au Moyen-Orient, les sentiments amoureux sont encore enfermés dans un coffre de honte et de tabous. En France, aider des migrants est punissable par la loi.



Au Moyen-Orient, aider autrui est un acte noble, car l'autre passe souvent avant soi. Hélas, certaines haines peuvent aussi être transmises en héritage. Par exemple, dans les territoires palestiniens, dans les écoles, c'est la haine d'Israël qui est apprise. En face, c'est l'histoire faussée d'une terre sacrée, propriété de droit, qui est apprise aux jeunes israéliens. Cette transmission de haine a lieu à l'école, mais dans la famille aussi et se poursuit souvent à travers les positionnements étatiques.

Penchons-nous donc davantage sur « ce qui est appris ». Partant du principe que ce sont les valeurs inculquées qui permettent le développement démocratique – à travers des valeurs dites démocratiques, telles que le respect, la tolérance, la reconnaissance de chaque Autre comme un autre soi, et non comme une différence inatteignable, un étranger à éviter, voire même à évincer - comment l'éducation fonctionne-t-elle donc dans l'apprentissage de la reconnaissance de l'Autre ? Y a-t-il des efforts en ce sens, dans la visée de transmissions de valeurs dites démocratiques ?

Dans plusieurs pays de la région, il y a bien des tentatives d'évolution à ce niveau. Il existe ainsi des cours d'éducation civique au Liban, en Irak, en Égypte et il existe même au Liban des cours à l'Université d'éducation à la citoyenneté⁵³. Toutefois, la réalité est telle qu'il se trouve un véritable décalage entre ce qui est enseigné et ce qui est pratiqué, ce qui fait que les étudiants apprennent la théorie par cœur mais n'en retiennent rien. Pour eux, toutes ces valeurs enseignées de façon pratique ne s'appliquent pas. Par exemple, on apprend la séparation des pouvoirs au Liban alors que tout le monde sait qu'il n'y en a pas

⁵³ Propos du Dr Adnan El Amin, sociologue de l'éducation, recueillis par entretien téléphonique le 14/11/2018.



vraiment⁵⁴. De plus, les questions sociétales sont absentes du programme d'éducation civique (exemples : violences conjugales, LGBT, etc.)⁵⁵.

Le fossé entre théorie et pratique est lié à la structure même de la société, au réel dans lequel baignent les sociétés du Moyen-Orient. Il y a même eu une tentative de créer des travaux communautaires au Liban où les étudiants aideraient dans la société⁵⁶. Mais ils n'ont pas été mis en œuvre car l'État a considéré que cela risquerait de créer des conflits intercommunautaires. Cette peur de faire vaciller l'État ou de créer des tensions communautaires à partir de ce qui est appris a pour conséquence que les manuels sont rarement modernes ou remis à jour. Ainsi, les nouveaux programmes scolaires au Liban remontent à 1999-2000⁵⁷ ; il n'y a pas eu de changements majeurs ces dernières années effectués alors que le monde est en perpétuel mouvement. Pourtant, récemment, des ONG internationales ont débloqué 900 millions de dollars pour développer l'éducation au Liban mais aucune progression n'en a résulté⁵⁸. Plus frappant encore, l'enseignement de l'Histoire au Liban n'a pas évolué depuis des décennies ; il n'existe pas de nouveaux programmes scolaires depuis 1990. La cause en est bien entendu la guerre civile libanaise (1975-1990), dont personne ne s'accorde à dire qui a fait quoi et quelle a été son origine.

⁵⁴ *Idem.*

⁵⁵ *Idem.*

⁵⁶ *Idem.*

⁵⁷ *Idem.*

⁵⁸ *Idem.*



Par ailleurs, mettre les mots sur l'historique de cette période serait comme affirmer les culpabilités des divers acteurs impliqués. La création d'une Histoire « édulcorée » qui pourrait convenir à tous les partis (toujours au pouvoir dans ce pays) est tout simplement impossible.

Ce sont donc d'abord les mœurs sociétales qui doivent évoluer afin que les systèmes éducatifs suivent. Paradoxalement, afin que les mœurs puissent évoluer, il faut qu'elles apprennent à le faire à travers des pratiques éducatives, une pédagogie ciblée.

L'éducation connaît donc des limites dans la région du côté de sa faisabilité, mais également de ce qui y est appris. L'accès à l'éducation est plus difficile qu'en Occident, et les valeurs qui y sont transmises sont différentes, parfois à l'antipode de celles qui devraient l'être dans nos sociétés contemporaines.

Nous ne devons pas également perdre de vue qu'il s'agit d'une région à forte dominante religieuse, et que la religion y a tout son poids, y compris au niveau des pratiques éducatives et des transmissions des savoirs. Avec la recrudescence parfois d'un extrémisme religieux qui mène *de facto* à un repli communautaire. Ce communautarisme est d'autant plus transmis aux plus jeunes, qui vont le transposer à leur tour, de façon encore plus vive en général que par leurs aînés. En ce sens, cette transmission est d'autant plus dommageable qu'elle apprend le repli sur soi, la haine, l'intolérance, le rejet de l'autre. Tous les opposés d'une évolution démocratique.



3- Une éducation nécessaire

L'éducation peut donc être un véritable atout au Moyen-Orient si elle était plus accessible mais également utilisée à bon escient. Pour l'instant elle n'est qu'un agent démocratique négligé, et c'est d'autant plus dommage dans de telles sociétés qui n'aspirent qu'à plus de liberté et d'égalité, mais qui tendent si facilement dans un repli communautaire dicté par leurs aînés, leurs politiques, leurs politiciens.

Tant que l'appartenance communautaire sera une identité structurelle de chaque individu, le développement démocratique sera mis en difficulté.

Il faut noter pourtant que des mouvements de « société civile » surgissent petit à petit chez les jeunes générations « éduquées », baignées dans les réseaux sociaux et *de facto* ouverts à d'autres valeurs et idéaux ; cette éducation « virtuelle » - qui peut également être négative en affichant certaines haines - peut se montrer productive en tant qu'ouverture à l'Autre, différent de soi. Ce risque des extrêmes doit être équilibré à travers une éducation positive, concrète et construite sur le terrain. L'éducation restera ainsi toujours nécessaire. Elle « est l'arme la plus puissante dont nous disposons pour changer le monde », déclarait Nelson Mandela. Cette arme, bien utilisée, peut être synonyme de développement, d'avenir, de compréhension de l'Autre et du monde qui nous entoure, de tolérance, d'ouverture, de fraternité, de solidarité. Comment construire le monde de demain sans connaissances et sans Histoire ? Toutefois, des progrès en termes de démocratie ont été constatés dans les pays arabes, ceux de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient simultanément depuis les soulèvements populaires de 2011.



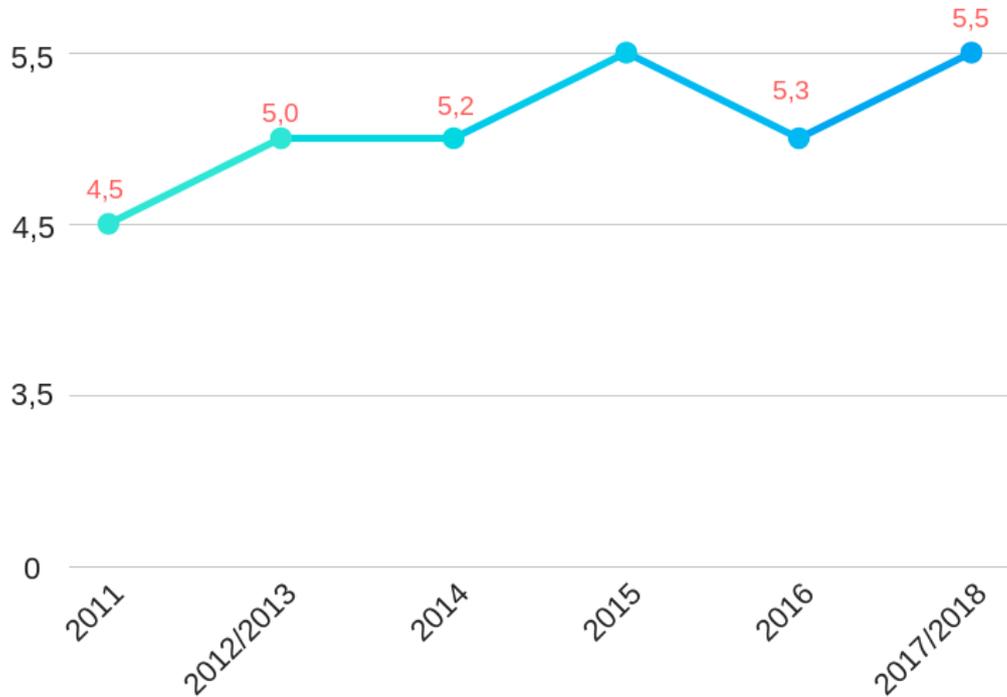
En effet, depuis 2011, il y a eu plus de 200 statistiques. D'après la dernière de 2018, la population arabe s'est montrée capable de présenter une définition poussée de ce qu'est la démocratie selon l'index de l'opinion arabe de 2018⁵⁹. Plusieurs indices ont été pris en compte dans la réalisation de cette étude afin de mesurer la compréhension des populations étudiées de ce qu'est la démocratie et ses contours. Cette étude concerne la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, le Soudan, la Palestine, le Liban, la Jordanie, l'Irak, l'Arabie Saoudite et le Koweït⁶⁰. L'évaluation du niveau de démocratie sur une échelle de 0 à 5 par les populations sondées dans cette étude démontre d'importantes disparités entre la Tunisie et le Liban, considérés comme les pays les plus démocratiques de la région, et l'Arabie Saoudite et le Soudan, considérés pour leur part comme des pays non démocratiques. Le graphique suivant interprète clairement les différentes positions de l'opinion publique arabe de 2011 à 2018.

⁵⁹ *L'Arab Center for Research and Policy Studies* annonce les résultats de son Baromètre de l'opinion arabe, 24 juin 2018, carep-paris.org

⁶⁰ *Arab Center for Research and Policy Studies* in arab countries et www.carep-paris.org



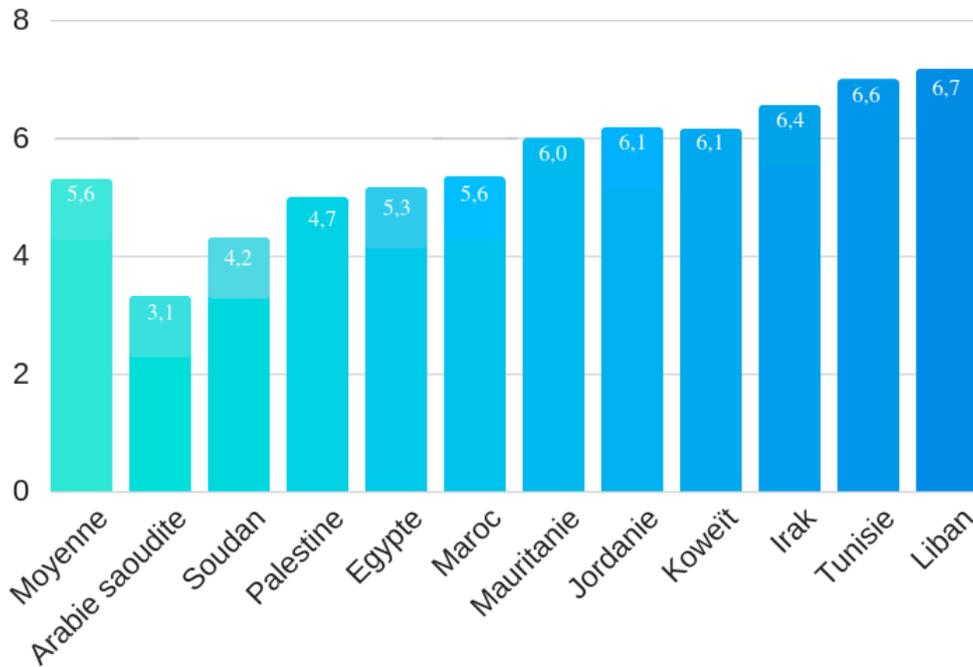
Évaluation du niveau de démocratie dans les pays sondés en 2017-2018, en comparaison des sondages de ceux des années précédentes (moyenne arithmétique)



Sources : Arab Center for Research and Policy Studies in arab countries / www.carep-paris.org

Par ailleurs, l'échantillon étudié dans cette enquête s'est également montré capable d'évaluer la capacité des populations à critiquer leurs gouvernements, en se basant encore une fois sur une échelle de 0 à 10 (0 impossible de critiquer / 10 possibilité de critiquer librement). De plus, des réponses homogènes ont pu être apportées afin d'expliquer les raisons des révoltes arabes de 2011.

Évaluation de la possibilité de critiquer les gouvernements arabes



Sources : Arab Center for Research and Policy Studies in arab countries / www.carep-paris.org

Ces réponses témoignent du degré de maturité démocratique chez les populations arabes, bien que les valeurs démocratiques promues en Occident semblent être différentes de celles ancrées dans le monde arabe, telles les libertés publiques, l'égalité et la justice ou la dignité. Cette étude met en lumière la « priorisation » des causes du mal-être des populations arabes, tout en gardant une certaine objectivité de la réalité des sociétés moyen-orientales. Ceci dit, la démocratie arabe est tout à fait différente de la démocratie occidentale axée, entre autres, sur la liberté.

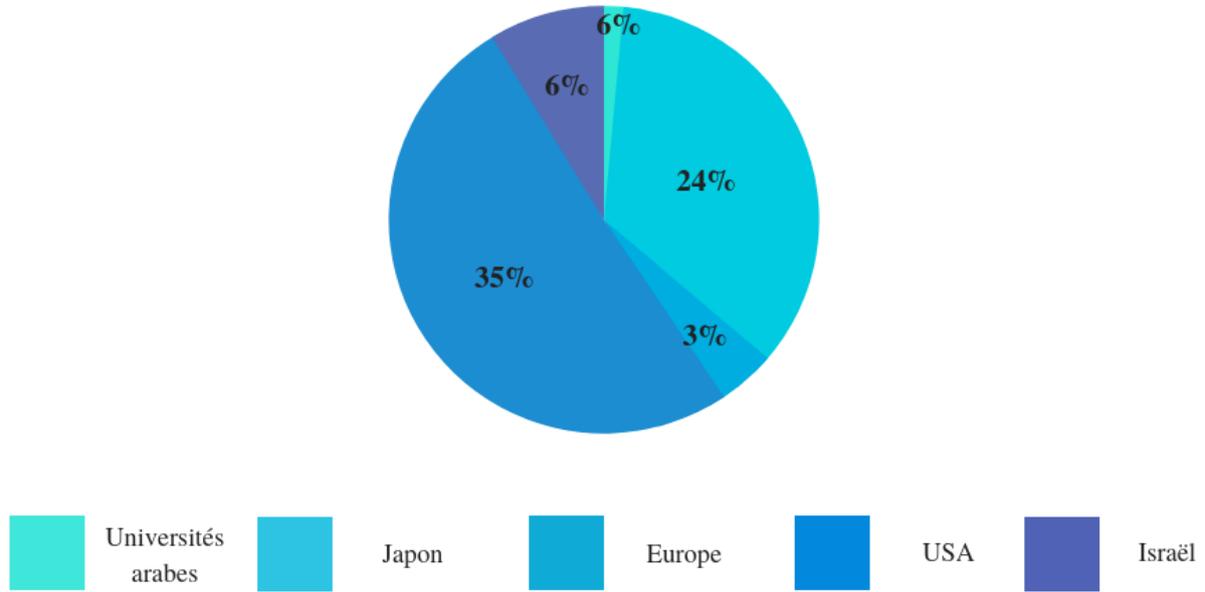


L'explication de l'évolution de l'opinion arabe sur la démocratie ne peut être expliquée indépendamment de la généralisation de l'éducation dans cette région. L'émergence d'une classe moyenne, plus nombreuse et plus instruite a joué un rôle primordial dans le changement prudent des mentalités et des opinions, en particulier, sur les questions sociales et politiques. D'après les données de l'OCDE pour 2016, plusieurs pays arabes occupent des places importantes dans les classements liés à la qualité de l'éducation. Les Émirats arabes unis occupent la tête du classement dans la région arabe et la 45^{ème} place à l'échelle mondiale, suivis du Bahreïn (2^{ème} arabe et 57^{ème} mondiale), du Liban (3^{ème} arabe et 58^{ème} mondiale), de la Jordanie (4^{ème} arabe et 61^{ème} mondiale) et de la Tunisie (5^{ème} arabe et 64^{ème} mondiale)⁶¹. Malgré ces avancées, les pays arabes demeurent les moins investis dans l'éducation et la recherche scientifique du fait des faibles ressources affectées à ces deux domaines. Le développement économique accompli dans quelques pays comme les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie Saoudite est le fruit d'un savoir-faire étranger importé. C'est en grande partie grâce aux immigrés et aux ingénieurs occidentaux que ces pays frôlent le sommet de la connaissance et de l'innovation.

⁶¹ Classement des pays arabes en termes d'éducation selon PISA 2015 de l'OCDE, 21 mai 2015, ArabiaWeather.com



Budgets alloués à la recherche scientifique (% Produit National Brut)



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Source : Données combinées de plusieurs sites spécialisés



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

II- L'éducation : vecteur de développement économique : quels enjeux pour quel avenir ?

« Donnez à un homme un poisson, et il aura à manger pour une journée ; apprenez à un homme à pêcher, et il aura à manger toute sa vie »

Lao Tseu, sage chinois

Dans son livre sur le capital humain, l'économiste américain Gary S. Becker (1930-2014)⁶² considère le capital humain comme « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc. ». Comme tout indice économique, le taux de rendement marginal de ce capital peut être calculé. Les différentes études visaient à démontrer l'effet de l'éducation sur la production nationale et la croissance en mettant en avant la corrélation entre les dépenses consacrées à l'éducation et le nombre d'années passées de scolarité. Becker se base dans son analyse sur l'éducation et la connaissance, un investissement sur le long terme qui permet non seulement de bénéficier de revenus plus élevés, mais aussi d'améliorer la productivité et le potentiel productif.

⁶² G. S. Becker, « *Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis* », Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York, 1964.

De ce fait, la connaissance est un actif comme les capitaux ayant des rendements économiques non négligeables. L'analyse de Becker rejoint en quelque sorte celle d'Adam Smith relative à la théorie sur le travail. Smith estime que la production ne dépend pas uniquement de la terre et des moyens de production, mais aussi des aptitudes des travailleurs⁶³. En l'occurrence, Becker opère une distinction entre le capital humain spécifique relatif à l'acquisition par les travailleurs des connaissances nécessaires au fonctionnement de l'entreprise et le capital humain générique consistant à ce que les travailleurs apprennent à maîtriser les logiciels de programmation liés à leur entreprise - un capital redouté par cette dernière qui préfère limiter l'investissement dans ce capital. Becker illustre le fondement de sa théorie, en partie, par l'augmentation du revenu moyen aux États-Unis entre 1929 et 1982 grâce à la démocratisation de l'éducation.

Dans son livre « *Théorie de la justice* », John Rawls, théoricien de référence sur l'éthique économique et sociale - particulièrement de la justice sociale - considère l'éducation comme fondement essentiel de toute société, notamment chez les défavorisés : « il faut chercher à donner aux plus défavorisés l'assurance de leur propre valeur, ceci limite les formes de hiérarchie et les degrés d'inégalité que la justice autorise [...]. Aussi important, si ce n'est plus, est le rôle de l'éducation pour rendre une personne capable de goûter la culture de sa société et d'y jouer un rôle, et, de cette façon, pour donner à chaque individu

⁶³ Adam Smith, « *Recherches sur la nature et les causes de richesse des nations* », 1776, page 61, document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi (consulté sur : http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations_extraits/richeesse_nations_extraits.pdf).



l'assurance de sa propre valeur »⁶⁴. En l'occurrence, l'éducation est un instrument de construction et de préparation des jeunes enfants non seulement à la société, mais également à la vie politique. En leur inculquant des valeurs sociétales, des droits et des devoirs, nous les responsabilisons et les rendons plus « productifs ».

J. Rawls met l'accent sur l'importance de l'éducation morale, à travers laquelle les jeunes enfants apprennent la cohésion sociale et la collaboration « afin de produire une plus grande somme d'avantages et qui reconnaît à chacun des droits sur une partie de ce qui a été produit ».

La cohésion permet aux différents groupes de la société de produire des biens considérables qu'ils n'auraient pu produire sans cette collaboration. À cet égard, nous pouvons illustrer nos propos par le modèle de cohésion sociale conçu par l'économiste Muhammad Yunus (Prix Nobel de la paix en 2006) de la micro-finance. Étant donné qu'au Bangladesh, son pays natal, l'accès au crédit est très difficile, il créa en 1976 la « *Grameen Bank* » (qui veut dire « banque des villages »), une institution financière dont le but est d'octroyer des micro-crédits, essentiellement aux femmes pauvres afin qu'elles puissent travailler et améliorer les conditions de vie de leurs familles. *Grameen Bank* accompagne également les emprunteurs dans leurs projets en leur fournissant les conseils et le soutien nécessaires. Ce système a permis à de nombreuses familles vulnérables d'accéder à des prêts à des taux très faibles et à promouvoir le développement économique local au Bangladesh et dans d'autres pays pauvres⁶⁵.

⁶⁴ Jacques Poirot, « *Le rôle de l'éducation dans le développement chez J. Rawls et A. Sen, entre équité et efficacité* », Mondes en développement, 2005/4, n°132, pages 29-38.

⁶⁵ Gregory Mankiw, « *Macroéconomie* », 6ème édition, De Boeck, Bruxelles, 2013, page 661.



Ce mécanisme a permis, d'une part, le renforcement de l'aspect social des activités financières (amélioration des centres médicaux, développement des écoles, création de petites entreprises locales pour absorber le chômage, etc)⁶⁶. D'autre part, il a donné l'opportunité aux emprunteurs de devenir des créanciers, à leur tour, grâce aux profits générés par leurs projets.

Le rôle de l'éducation dans le développement économique a suscité l'intérêt d'autres économistes comme Amartia Sen, pour lequel la liberté d'accès à l'éducation est une liberté constitutive et instrumentale du développement humain et économique⁶⁷.

Pour A. Sen, « l'enfant qui n'a d'accès à aucune forme de scolarisation subit une privation qui perdure tout au long de son existence [...]. Les activités, même les plus élémentaires qui supposent que l'on sache lire, écrire et compter, lui seront interdites ». De ce fait, l'enfant devient dépendant des autres et sera incapable de valoriser ni son estime de soi, ni son rôle dans la société : « cette dépendance à l'égard des autres n'est pas seulement condamnable d'un point de vue éthique, c'est aussi une véritable atteinte à l'esprit d'initiative et à l'effort individuel, voire une négation de l'estime de soi ». D'après A. Sen, l'éducation, en particulier celle des femmes, permet à l'individu de participer de manière active et constructive au débat public ainsi qu'au processus de formation des valeurs sociales comme la lutte contre la pauvreté et les maladies transmissibles, le planning familiale, l'hygiène, etc.

⁶⁶ Consulté sur : <http://www.grameensolutions.com>.

⁶⁷ Jacques Poirot, « *Le rôle de l'éducation dans le développement chez J. Rawls et A. Sen, entre équité et efficacité* », Mondes en développement, 2005/4, n°132, pages 29-38.



Sur le plan économique, l'éducation ne peut être que gage de dynamisme et de performance du fait qu'elle permet aux populations, notamment rurales, d'accéder à une qualité de vie meilleure et d'entreprendre autrement (création de coopératives ou d'associations, adoption d'une économie circulaire, contribution à la protection de l'environnement, etc.).

A- L'éducation gage de dynamisme et de performance

Si l'on observe les économies asiatiques dépourvues de ressources naturelles, nous constatons que c'est grâce à l'instruction des populations que les pays asiatiques comme Taïwan et la Corée du Sud sont devenus émergents. Les marchés asiatiques deviennent de plus en plus attractifs et productifs en raison de l'acquisition des savoirs et de la priorisation de la recherche scientifique par les pouvoirs publics.

L'économie de la connaissance est devenue un enjeu primordial et substantiel pour tous les pays du fait des nouvelles compétences exigées par le marché du travail. À ce propos, l'expérience japonaise peut s'avérer comme un modèle à suivre en matière d'éducation selon les différentes études, notamment celles de l'OCDE⁶⁸, malgré les quelques faiblesses auxquelles le système éducatif japonais se heurte.

À partir des différentes données collectées sur les budgets alloués à l'éducation, nous pouvons d'emblée constater les disparités existantes dans le monde en termes de dépenses d'éducation, alors que la référence internationale de dépenses est de 6% du Produit intérieur brut (PIB) et de

⁶⁸ Schleicher Andreas (2013), « *Les leçons de l'enquête PISA* », L'Observateur de l'OCDE, n° 297 T4, voir : www.observateurocde.org.



20% du budget de l'État. Les pays en développement sont sujets à discussions, car il faudra évaluer les dépenses consacrées à l'éducation ainsi que les résultats obtenus dans chaque pays afin d'émettre un avis concluant.

1- L'Afrique

Objet d'aide au développement pendant de longues années, l'éducation en Afrique, et notamment celle des femmes, constitue l'une des priorités des institutions internationales, en particulier l'UNESCO. Malgré les progrès réalisés en termes de scolarisation, le défi de la qualité de l'éducation offerte aux enfants est grandissant. Effectivement, le taux d'accès à l'école primaire dans les pays de l'Afrique subsaharienne est passé de 64% en 2000 à 80% en 2018, et les budgets alloués à cette cause représentent 17% du PIB, contre seulement 12% dans les pays du Nord⁶⁹.

Par ailleurs, l'éducation des femmes demeure inférieure à 16% dans bon nombre de pays de l'Afrique subsaharienne, ce qui freine considérablement le développement de ces derniers, sachant que beaucoup de femmes résident dans des zones rurales démunies de moyens humains et matériels - l'éducation représentant alors pour elles une chance de survie et de subsistance. À ce jour, la non scolarisation des filles en Afrique augmente dangereusement. Le taux d'analphabétisme demeure le plus élevé au monde. Sur les 30 millions d'enfants non scolarisés en Afrique, 54% sont des femmes. D'ailleurs, plusieurs programmes d'aide à la scolarisation des enfants ont été élaborés par les institutions internationales et les bailleurs de fonds. Les partenaires économiques, en particulier la Chine, se soucient également du système éducatif et de la formation professionnelle en Afrique.

⁶⁹ Cécile Barbière, « *L'aide à l'éducation en Afrique en quête de rebond* », Euractiv.fr, 26 janvier 2018.



Le troisième forum sino-africain ayant eu lieu à Pékin en novembre 2006 a donné lieu à d'importantes promesses d'aide, parmi lesquelles figurent le renforcement de la formation de spécialistes africains dans différents secteurs, l'assistance dans la construction d'une centaine d'écoles, l'augmentation des bourses aux étudiants africains voulant étudier en Chine, ainsi que la formation des responsables éducatifs et des directeurs des institutions éducatives⁷⁰.

Pour sa part, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique(ADEA)⁷¹ a élaboré depuis quelques années une stratégie ambitieuse ayant pour objectif la transformation des systèmes d'éducation et de formation en Afrique, afin qu'ils deviennent des leviers puissants pour la production du capital humain dont l'Afrique a besoin⁷². Des progrès sont bien évidemment observés dans plusieurs pays tels que le Cap-Vert, le Sénégal, le Bénin, etc. Ces derniers ont conséquemment augmenté le budget alloué à l'éducation et à la formation professionnelle, tout en améliorant les structures scolaires afin d'offrir une éducation de qualité aux enfants et aux adultes. Les gouvernements de ces pays

⁷⁰ Bensaghir, Abdelali Naciri, « *Reconnexion de l'Afrique à l'économie mondiale : Défis de la mondialisation* », CODESRIA, Dakar, 9 août 2017, page 209.

⁷¹ L'ADEA existe depuis 1988. Elle est constituée de deux composantes principales : les ministères africains de l'éducation et de la formation et leur partenaires externes de coopération et de développement. La mission de l'ADEA est d'agir comme catalyseur pour améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité de l'éducation pour soutenir le développement de l'Afrique à travers l'apprentissage, le savoir, et le partage d'idées et d'expériences. L'ADEA est hébergée par la Banque africaine de développement (BAD) depuis 2008. Elle était auparavant hébergée à Paris par l'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ) de l'UNESCO. L'une des raisons qui ont motivé l'installation du Secrétariat de l'ADEA en Afrique est la décision prise d'héberger l'ADEA au sein d'une organisation panafricaine de développement. Depuis l'arrivée de l'ADEA à Tunis, l'ADEA et la BAD développent des synergies dans le domaine de l'éducation et de la formation, en accord avec les objectifs stratégiques de la BAD. Un exemple d'une telle collaboration est le Forum sur les sciences, la technologie et l'innovation qui se déroulera à Nairobi en avril 2012.

⁷² Groupe de la Banque Africaine de Développement, « *Comment l'éducation et la formation peuvent accélérer le développement durable de l'Afrique* », février 2012, afdb.org.



intègrent constamment l'enseignement dans une perspective dynamique de développement⁷³.

Par ailleurs, des structures informelles sont créées par la société civile, d'une part en raison du manque de moyens et d'institutions éducatives étatiques particulièrement dans les zones reculées et, d'autre part, pour remédier à la déficience des structures étatiques déjà en place. Ces structures éducatives informelles, bien qu'elles soient hors cadre légal, apportent tout de même une aide précieuse aux populations pauvres qui n'ont pas les moyens de s'instruire dans les écoles publiques.

En somme, la performance du système éducatif constitue à l'heure actuelle un grand défi pour beaucoup de pays du continent africain. Améliorer l'éducation aura un effet d'entraînement sur tous les secteurs. C'est d'ailleurs ce qu'a démontré le dernier rapport de 2017 du Forum économique mondial (WEF) sur la compétitivité mondiale. Cinq pays africains se hissent au sommet du classement des pays les plus compétitifs, et cela grâce à la performance de leurs systèmes éducatifs. Ces pays sont l'Ile Maurice (45^{ème}/100), l'Afrique du Sud (47^{ème}), le Rwanda (52^{ème}), le Botswana (64^{ème}) et enfin le Maroc (70^{ème})⁷⁴. De plus, le classement Shanghai 2017 des meilleures universités au monde place les universités de l'Afrique du Sud sur le podium des meilleures universités au monde.

⁷³ Hugon Philippe, « *Intégration de l'enseignement africain au développement* », In: Tiers-Monde, tome 11, n°41, 1970. Éducation et développement. Études sur la formation, l'enseignement et la planification des ressources humaines. pp. 17-46.

⁷⁴ World Economic Forum, « *The Global Competitiveness Report 2018* », weforum.org.



Sur le plan économique, l’Afrique du Sud occupe la seconde place derrière le Nigéria en tant que puissance économique avec 276 milliards de dollars de PIB. Cette réussite, à la fois sur le plan économique et sociétal, les dirigeants sud-africains la doivent à l’éducation et à l’inclusion de toutes les populations dans les différents plans de développement élaborés depuis les années quatre-vingt-dix⁷⁵.

Au demeurant, bien que l’éducation soit l’une des raisons majeures du non-développement de la majorité de pays africains, d’autres facteurs sécuritaires et politiques pèsent sur la mutation des sociétés et économies africaines.

2- L’Amérique Latine

La majorité des pays d’Amérique latine souffre aujourd’hui des mêmes maux que ceux de l’Afrique dans tous les domaines. Cependant, l’éducation demeure le secteur qui nécessite d’importants moyens et investissements. En termes de dépenses d’éducation, on remarque des disparités d’un pays à l’autre, bien que certains en consacrent près de 7% du PIB.

Certains pays comme l’Argentine, le Brésil et le Chili dépensent entre 4,96% et 6,35% de leur PIB, tandis que d’autres comme le Salvador, le Panama et le Pérou dépensent à peine 3,40% de leur PIB. Le pays qui a réalisé les plus importantes avancées est le Brésil. Ce dernier a adopté dès 1994 un ensemble de mesures économiques et politiques visant à contrôler et à stimuler les déséquilibres chroniques de l’économie. Le soutien à la croissance et aux investissements a été

⁷⁵ OCDE (2016), « *Évaluation et recommandations* », dans *Études économiques de l’OCDE : Afrique du Sud 2015*, Éditions OCDE, Paris.



intégré au « Plan réal » de Smith en 1994, qui comprenait la libéralisation des échanges et la privatisation des entreprises publiques, dans le but de contrôler l'inflation, attirer les capitaux étrangers et réduire la dette par le régime militaire en place depuis plusieurs années.

Parallèlement, le gouvernement a adopté des politiques sociales bien élaborées tendant à lutter contre la pauvreté et faire régner la justice sociale. Ces politiques ont facilité la réussite du nouveau modèle brésilien axé sur la responsabilité, la fiabilité et la performance⁷⁶. Au-delà des différents secteurs de l'économie, les dirigeants brésiliens ont mis l'accent sur l'éducation. De ce fait, les dépenses allouées à ce secteur sont passées de 4,35% en 1995 à près de 7% en 2016 selon les dernières

données de la Banque Mondiale. Par ailleurs, le Brésil a vu investir dans l'éducation plusieurs entreprises et banques, publiques et privées, ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays. Ces nouveaux acteurs investissent davantage dans des méthodes éducatives plus modernes et connectées dont l'objectif est de préparer les nouvelles générations aux défis de demain qui ne cessent de croître. Malgré les lacunes du système éducatif brésilien, des progrès notables fleurissent sur le terrain, malgré le défi démographique grandissant auquel le pays fait face.

3- L'Asie

Avec 1,6 milliards de jeunes et 54% de la population mondiale, l'Asie constitue l'un des plus grands pôles démographiques de la planète. Par conséquent, le défi éducatif, ainsi que tous les autres deviennent de plus en plus cruciaux, raison pour laquelle quelques pays asiatiques

⁷⁶ Amal Mokhtar, « *L'expérience de la croissance économique au Brésil : un modèle directeur pour l'Égypte* », Centre d'études politiques et stratégiques, Al-Ahram, (consulté sur : <http://acpss.ahramdigital.org.eg/News.aspx?Serial=84>).



émergents ont massivement investi dans le capital humain et donc dans l'éducation. De nouveaux programmes éducatifs de sciences pures, de mathématiques et de physique ont été introduits dans les niveaux scolaires de base (le primaire) afin de permettre aux enfants d'acquérir de véritables compétences dans tous les domaines. D'ailleurs, l'enseignement secondaire à Singapour et en Corée du Sud est l'un des plus performant au monde, dépassant à juste titre celui des États-Unis. Ces pays ont conféré aux enseignants un statut particulier ainsi que des moyens adéquats permettant de transmettre aux futures générations une excellente formation scientifique et professionnelle au niveau national comme international. Des systèmes incitatifs sont mis en place ainsi que des remises de récompenses, notamment à Singapour dans le but d'inciter les enseignants à exceller dans leur profession.

Parallèlement, le Japon a adopté en 1998 le Plan de sécurité humaine axé sur l'éducation. De ce fait, l'éducation au Japon devient sacrée et une véritable stratégie du développement du système éducatif a été élaborée. Le développement du capital humain est indissociable du développement économique. Au-delà de son positionnement à la tête des classements mondiaux liés à l'éducation, le Japon a réussi en quelques années à devenir une puissance économique mondiale grâce aux technologies de pointe et au savoir de ses citoyens. Le savoir-faire japonais s'exporte aux quatre coins de la planète et ne cesse d'attiser la curiosité sur un miracle jadis impensable⁷⁷.

⁷⁷ La loi fondamentale sur l'éducation, adoptée en 1947 et révisée en 2006 tendant à investir prioritairement dans l'éducation, pour laquelle tous moyens ont été mis à disposition a permis au Japon de très vite rattraper les grandes nations industrialisées. De plus, tous les indices de développement humain ont été améliorés, notamment l'espérance de vie qui est passée de 50 ans à 79 ans pour les hommes et de 54 ans à 85 ans pour les femmes, la scolarisation dans l'enseignement secondaire a atteint 98 % contre 43 % en 1947, ainsi que le taux d'inscription à l'université passé de 10 % à 49 %.



Les exemples percutants sur d'autres pays de la région comme la Chine et la Malaisie pourraient enrichir cette étude, mais nous nous contentons des exemples précédents, car la corrélation entre éducation et développement ne peut qu'être complémentaire, voire même nécessaire - notamment avec l'émergence de l'économie de la connaissance nécessitant des outils et des savoirs plus poussés et plus maîtrisés⁷⁸. Dès lors, les défis et les enjeux de l'éducation accroissent et impliquent de nouvelles exigences.

B- Les enjeux et les défis futurs de l'éducation

L'enjeu démographique pèse sur quelques régions du monde, en particulier l'Afrique et l'Asie qui nécessitent l'accroissement d'une offre en éducation plus adaptée et plus performante pour une population de plus en plus jeune. Le nombre de jeunes entre 10 ans et 24 ans est estimé à 1,8 milliards (contre 721 millions en 1950) sur une population globale de 7,3 milliards. De plus, l'éducation numérique ne cesse de pousser les limites des établissements d'enseignements, qu'ils soient primaires, secondaires ou du supérieur. De nouveaux outils et moyens doivent être mis à disposition des élèves afin d'en faire et surtout d'acquérir les compétences nécessaires à affronter un monde professionnel de plus en plus exigeant.

Bien que ce changement soit au service des futures générations, quelques questions demeurent tout de même, notamment celle de la préparation des enfants dans les pays pauvres ou en voie de développement à toutes ces nouvelles technologies, d'autant que 750 millions de personnes dans le monde aujourd'hui sont analphabètes, dont

⁷⁸ D'après les données collectées, l'Asie a réussi à devenir en 35 ans un géant pôle de savoir. L'Asie contribue actuellement à 28% du PNB de l'économie mondiale contre 18% dans les années 1980. Elle exporte 32% de biens et de services contre 15%, et produit 41% de la production industrielle contre 19% auparavant.



deux tiers sont des femmes⁷⁹. Savoir lire et écrire est une liberté, alors comment rendre ces 750 millions d'analphabètes libres ? Nul doute que des progrès ont été observés depuis quelques années, car le nombre d'analphabètes était estimé à 871 millions en 1994. Le taux d'alphabétisme est passé de 46% en 1990 à 72% en 2016 en Asie. En Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, il est passé de 64% à 81%. En Asie de Sud-Est et Orientale, il est passé de 82% à 96%. En Afrique subsaharienne de 52% à 65%, et enfin en Amérique latine et Caraïbes, le taux d'alphabétisation est passé de 85% à 94%.

Selon l'UNESCO, ces progrès sont généralement accompagnés d'une augmentation remarquable de la richesse nationale par rapport au PIB ainsi que d'une diminution du nombre de personnes vivant en dessous d'un certain seuil de pauvreté⁸⁰. Dans beaucoup de pays, les enfants quittent les bancs de l'école d'une manière assez précoce afin de travailler et subvenir aux besoins de leurs familles. La pauvreté soulève aussi la problématique des moyens d'accès à l'éducation, à l'heure où le dogme de la « richesse » ouvre beaucoup plus de portes aux riches qu'aux pauvres, notamment dans le domaine de l'éducation. Dans beaucoup de cas, le prix élevé d'accès à l'éducation repousse les parents qui souhaitent scolariser leurs enfants, mais faute de moyens matériels, ces derniers optent pour le marché du travail qui leur rapporte au moins de quoi survivre. L'éradication de la pauvreté est donc une nécessité primordiale qui permettra à un bon nombre d'enfants d'être scolarisés et formés.

⁷⁹ Dernières statistiques de l'UNESCO de 2016, « *Education and literacy* », uis.unesco.org.

⁸⁰ Maxime Tellier, « *750 millions d'analphabètes dans le monde, mais des progrès* », 8 septembre 2018, franceculture.org.



RECOMMANDATION

Si les établissements scolaires adoptent des tarifs préférentiels, ou même la gratuité, pour les familles à faible revenu cela aura incontestablement des retours positifs, non seulement sur les foyers modestes, mais aussi sur l'intégralité de la société. L'État est alors appelé à encourager les établissements, publics et privés, à recourir à ce procédé à *minima* pour les premiers et second degré durant lesquels les enfants acquièrent les bases de la lecture et l'écriture. Parallèlement, les enseignants - à tous les niveaux -devraient être mieux formés et mieux payés afin qu'ils aient envie de dispenser une éducation de qualité à leurs élèves. Les compétences et les salaires adéquats, suivis bien évidemment d'un contrôle *a posteriori* du bon exercice de leurs missions (évaluation des enseignants, envoi d'inspecteurs dans les établissements pendant les cours, organisation de concours locaux inter-écoles, etc.) permettent dans la quasi-totalité des cas l'obtention de meilleurs résultats.

Nonobstant, les gouvernements nationaux sont souvent appelés par les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales à investir davantage dans le secteur de l'éducation et du développement humain. Plusieurs chartes sont signées par ceux-ci et des aides à l'éducation sont octroyées par millions de dollars afin d'accompagner les réformes imposées.



C- La traçabilité et l'efficacité des aides à l'éducation et au développement

Le financement de l'éducation est le premier obstacle auquel se heurtent les pays pauvres ou en voie de développement, ainsi que les associations locales actives dans ce domaine. L'accès à l'éducation nécessite des infrastructures et des moyens adéquats à l'aune du numérique. De ce fait, les organisations internationales et les pays développés octroient d'importantes aides financières aux pays hôtes, dans le but d'adopter les réformes nécessaires à leur système éducatif et d'améliorer l'état des structures scolaires⁸¹. Bien que ces aides soient indispensables et utiles, la question de leur utilisation à bon escient pourrait se poser, d'autant plus que ces fonds sont destinés à des pays où la corruption est généralisée et où la transparence financière est quasi-inexistante. Des doutes persistent sur l'affectation de l'argent public et en l'occurrence sur l'affectation des aides publiques et internationales. En effet, les aides octroyées aux gouvernements des pays hôtes manquent de traçabilité car les pourvoyeurs de fonds n'exigent en général aucune garantie sur l'usage qu'en font les bénéficiaires. Par exemple, depuis 2000, 164 pays se sont engagés à améliorer l'accès à l'éducation dans le cadre de l'initiative éducation pour tous (EPT), mais seul un tiers des pays signataires a respecté ses engagements en la matière⁸².

⁸¹ OCED, « *Le financement de l'éducation, investissements et rendements* », 2002, oecd.org.

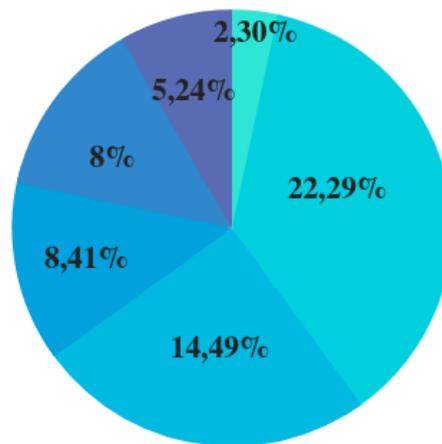
⁸² Des résultats concrets et encourageants ont été obtenus dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation (PME). En 2015, l'Institut de statistique de l'UNESCO a noté dans son rapport les résultats suivants :

- 72 millions d'enfants de plus étaient scolarisés en 2015 dans les pays partenaires du PME, par rapport à 2002.
- 65 % des pays partenaires du GPE disposant de données affichaient des résultats d'apprentissage améliorés entre 2000 et 2015.
- 4 % des pays partenaires du PME avaient autant de filles que de garçons achevant le primaire en 2015.
- 2,3 milliards de dollars de financement du PME ont été alloués aux pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits depuis 2003.

Source : « *Le Rapport mondial de suivi 2015 sur l'Éducation pour tous (EPT) 2000-2015 : Progrès et enjeux* », fr.unesco.org.

L'UNESCO a jugé le bilan de l'éducation décevant dans plusieurs pays malgré les dépenses engagées. Comment expliquer cet échec ? La réponse à cette question n'est pas aisée du fait de la multitude des causes et des acteurs. Il convient de se focaliser sur la problématique de la mauvaise gouvernance, l'évaluation des besoins en matière d'éducation, la cohérence des initiatives des acteurs publics chargés de la mise en œuvre des programmes d'accès à l'éducation et enfin le manque de suivi de la part des bailleurs de fonds puis des ONG.

Aide à l'Afrique en matière d'éducation



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Source : Données collectées sur les sites officiels des organisations spécialisées



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

En ce qui concerne la mauvaise gouvernance, toutes les institutions internationales et les ONG s'accordent sur la défaillance de beaucoup de pays, notamment ceux d'Afrique et d'Amérique latine⁸³. La bonne gestion des administrations et des finances publiques est l'une des mesures phares sur laquelle insistent les experts nationaux et internationaux, d'autant que bon nombre de personnalités politiques confondent les biens publics et leurs biens privés.

RECOMMANDATION

Le pilotage des programmes de développement devrait s'appuyer en premier lieu sur l'administration et les finances, car ce sont ces deux outils qui permettent la réalisation et le suivi des stratégies élaborées par les acteurs publics et privés dans certains cas.

Il en découle de cela la transparence ainsi que l'ancrage de la confiance entre le peuple et son élite, qui sont des valeurs indispensables inhérentes à tout exercice de pouvoir. Les ressources seront ainsi mieux et justement réparties, en particulier au profit des pauvres qui se trouvent le plus souvent implantés dans des zones rurales très reculées. Par conséquent, ils ne profitent pas des retombées économiques des programmes axés autour des grandes villes et de leurs périphéries. En l'occurrence, les réformes en matière d'accès à l'éducation tiennent leur réussite ou leur échec en grande partie à la gouvernance.

De plus, la défaillance des institutions publiques ainsi que l'incompétence de quelques fonctionnaires et acteurs publics contribuent grandement à l'échec des politiques publiques, y compris en matière

⁸³ Legatum Institute, « *The Legatum Prosperity Index 2018 of Legatum Institute* », prosperity.com.
Voir également : « *Rapport sur la gouvernance en Afrique, 2009* », Commission économique pour l'Afrique, td.undp.org.



d'éducation dans beaucoup de pays⁸⁴. Il existe un véritable problème d'évaluation des besoins qualitatifs et quantitatifs des populations, ainsi qu'une distribution inégalitaire des enveloppes budgétaires desquelles profitent souvent les grandes villes au détriment des territoires en difficulté. S'ajoute à cela le manque de coordination entre les institutions centrales et les entités décentralisées ou locales sur les priorités de la politique éducative. De fait, les besoins diffèrent d'un établissement à l'autre et d'une ville à l'autre, ce qui nécessite le déploiement de moyens plus ou moins importants ou des enseignants spécialisés (exemple des Zones d'Education Prioritaire en France).

D'après plusieurs documents de travail en la matière⁸⁵, les planificateurs locaux manquent de clarté dans leur stratégie et omettent l'établissement des objectifs éducatifs liés à chaque niveau (primaire, secondaire et supérieur). Si ces derniers apparaissent dans les plans liés à l'éducation, ils sont généralement déterminés de manière aléatoire et incohérente, ce qui ôte aux résultats obtenus tout caractère objectif. Or, la planification est une science nécessitant, d'une part, sérieux et rigueur et, d'autre part, des personnes compétentes en assurant la gestion, l'organisation et le suivi. À ce propos, beaucoup de pays ont vu prospérer sur leurs territoires des centres et instituts de planification dans le domaine de l'éducation⁸⁶ (Institut National de Planification du Caire, Institut Mahatma Gandhi d'éducation à la paix et au développement

السنة السابعة - 2008 المعهد العربي للتخطيط بالكويت: "السياسات التتموية", العدد الواحد والسبعون - مارس/ آذار 84

Arab Planning Institute of Kuwait, « *Les politiques publiques* », n°71, mars 2008.

2008 اغسطس, 149 محمد فالح الجهني: من مشكلات التخطيط للتربية في الدول النامية والعربية, معالجة نظرية, مجلة المعرفة العدد

Mohammad Faleh Al-Johani, « *Des problèmes de planification éducative dans les pays en développement et arabes, Analyse théorique* », Revue Al Maarifa, n°149, Août 2008, pages 84-95.

⁸⁶ Jean Bronsveld, « *Éducation et emploi : le produit du système éducatif et ses débouchés en Égypte* », Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ), 1980, pages 175-209.



durable à New Delhi, etc.) dans le but d'accompagner les réformes mises en place, soit par l'État, soit par les institutions internationales (Banque Mondiale, UNESCO, OMD, etc.), bien que ces dernières déplorent la défection des politiques publiques éducatives⁸⁷. Les pouvoirs publics sont souvent sommés indirectement de prouver l'efficacité des aides qui leur sont octroyées dans ce sens. Mais par quels moyens et dans quelle mesure les bailleurs de fonds et les organisations internationales pourraient-ils évaluer l'efficacité de leurs aides ?

Malgré l'unanimité des donateurs sur la nécessité d'accroître l'aide à l'éducation dans les pays pauvres et en voie de développement, cette mesure est jugée insuffisante face aux défis grandissants et aux ressources de plus en plus rares⁸⁸. Le malaise quant à la finalité et à l'efficacité de leurs aides persiste, d'autant que les données micro et macroéconomiques qui leur sont parvenues sont souvent erronées du fait qu'elles soient mal élaborées ou sous-évaluées par les acteurs récipiendaires de l'aide. En outre, ces donateurs ne disposent pas de moyens tangibles qui leur permettent un suivi optimal de leurs aides. Au-delà du fait que ces aides soient tributaires d'une multitude de facteurs pour être attribuées aux bénéficiaires, il en demeure de même pour l'évaluation des résultats attendus. Au demeurant, l'évaluation des résultats est une condition *sine qua non* pour mesurer l'efficacité ou non de tout programme ou plan de développement. En l'occurrence, l'aide à l'éducation devrait, au moins sur le moyen terme, produire des effets

⁸⁷ Rohen D'Aiglepierre, « *Économie de l'éducation dans les pays en développement : Cinq essais sur l'aide internationale à l'éducation, la nature publique ou privée de l'enseignement, le choix des parents, l'efficacité des collèges et la satisfaction des enseignants* », thèse de doctorat en sciences politiques, Université de Clermont Ferrand, 2011, tel.archives-ouvertes.fr.

⁸⁸ Léonce Ndikumana, « *Appliquer l'évaluation à l'aide au développement : une solution pour combler le fossé micro-macro de l'efficacité de l'aide ?* », (Applying Evaluation to Development and Aid: Can Evaluation Bridge the Micro-macro Gaps in Aid Effectiveness?), Revue d'économie du développement, 2012/4 (Vol. 20), pages 125-153.



concrets et probants sur le terrain comme le nombre d'écoles construites, le taux de fréquentation des établissements scolaires, le taux de productivité des jeunes diplômés, etc. Ce faisant, tous ces indicateurs pourraient être mesurés par les donateurs eux-mêmes ou par des institutions indépendantes spécialisées.

De surcroît, certains économistes comme Burnside, Dollar et Collier, bien que leur approche soit discutable, ont anticipé, dans leurs travaux en 1997, 2000 et 2002, les effets des aides au développement en exigeant leur octroi à des pays où la qualité des institutions publiques est bonne et où la situation micro-macroéconomique est performante⁸⁹, ce qui suppose bien évidemment une certaine sélectivité dans l'octroi de l'aide. Cette sélectivité a été défendue d'ailleurs par la Banque mondiale dans son rapport *Assising Aid* de 1998⁹⁰. En effet, si le critère de la situation micro et macro-économique peut être l'objet de critiques, celui de la qualité des institutions publiques doit être pris au sérieux dans la mesure où tout programme de développement est élaboré, exécuté et financé par les institutions publiques. Si ces dernières sont défailtantes, leur rôle devient naturellement caduc. La question de la mauvaise gouvernance ressurgit. Autour de cette question gravitent d'autres phénomènes et principalement la corruption⁹¹. La question du devenir de l'argent public se pose également pour l'aide au développement et à l'éducation, d'où l'importance de s'intéresser à la thématique de la traçabilité des aides internationales.

⁸⁹ Théophile E. S. Bassene, « *Le 'marché de l'Aide Publique au Développement' et l'asymétrie d'information : quelles conséquences sur l'efficacité de l'aide ?* » Économies et finances. 2012, <Dumas- 00789131>.

⁹⁰ World Bank Policy Research Reoprt, « *Assising Aid* », Oxford University Press, 1998, documents.worldbank.org

⁹¹ Anne Lugon-Moulin, « *La lutte contre la corruption : les limites de l'aide internationale* », Finance & Bien Commun, 2007/3 (N° 28-29), p. 15-17. DOI : 10.3917/fbc.028.0015 (consulté sur : <https://www.cairn.info/revue-finance-et-bien-commun-2007-3-page-15.htm>).



RECOMMANDATION

À défaut de trouver des moyens adéquats, déployer son propre personnel sur le terrain demeure, jusqu'à présent, le seul outil de garantie de traçabilité des aides internationales.



Conclusion

Garantir l'accès à l'éducation est certes une nécessité, mais l'offre d'une éducation de qualité et inclusive aura certainement un impact très positif sur les générations actuelles et futures. Plusieurs cas ont démontré le rôle que joue l'éducation non seulement dans la construction de l'être humain, mais aussi dans le développement des sociétés. Cependant, la pauvreté prive malheureusement des millions d'enfants en âge d'être scolarisés d'aller à l'école, malgré les aides internationales octroyées aux pays concernés. Des progrès ont été constatés dans certains pays mais beaucoup reste à faire, d'autant que les conflits armés et le réchauffement climatique constituent deux défis primordiaux que la communauté internationale doit surmonter très rapidement, particulièrement en Afrique et au Moyen-Orient où de nombreux enfants deviennent des soldats au sein des différents groupes armés.

De plus, la multiplication des conflits et la persistance du phénomène terroriste dans le monde a réorienté les priorités des gouvernements, qui délaissent les problématiques socio-économiques « au profit » du domaine sécuritaire et militaire. Plusieurs milliards de dollars sont dépensés chaque année pour l'achat du matériel militaire, alors que les populations sombrent dans l'incertitude et le désarroi. Or, les acteurs publics pourraient contribuer plus activement et avec plus de transparence à l'amélioration de l'éducation dans leur pays.

Il est nécessaire de soutenir un modèle éducatif de plus en plus axé sur le numérique, la connaissance et le virtuel - ceci attirant en masse les jeunes intellectuels, notamment ceux issus des pays du Sud. Limiter la fuite des cerveaux serait un des atouts incontournables à la réussite des



stratégies de développement économique-sociales des pays en voie de développement.

Plus encore, le secteur privé, principalement les PME, pourrait grandement concourir au renforcement de l'accès à l'éducation, comme c'est le cas au Brésil, d'autant plus que de nouveaux modèles de développement voient le jour dans le but d'améliorer l'accès à l'éducation en Afrique, comme en témoigne l'initiative « fonds d'impact dédié à l'éducation » lancée le 15 janvier 2019 par le groupe d'investissement d'impact « Investisseurs et Partenaires » (I&P) et le gouvernement de la principauté de Monaco⁹². Contrairement aux autres initiatives internationales d'aide au développement du secteur éducatif, I&P tend à rentabiliser ses actions tout en exigeant des résultats concrets de la part de ses partenaires, qui sont des PME et Start-ups africaines prometteuses jouant un rôle incontestable dans le développement économique de leurs pays.

⁹² Maryline Baumard, « *Un fonds d'investissement éthique pour booster l'école en Afrique* », Le Monde Afrique, 15 janvier 2019, lemonde.fr.

Bibliographie

Articles

- ABU AMER Khaled, « Gaza's graduates finally get recognition they've demanded », *Al-Monitor*, 27 Mars 2018
- CIDOR Peggy, Une question d'éducation, *The Jerusalem Post*, 22 Octobre 2015.
- FARGE Elodie, « Le droit à l'éducation des Palestiniens à nouveau sacrifié », *Middle East Eye*, 13 Aout 2015
- LEVY Jacques « Topologie furtive » *EspacesTemps.net*, Objets, 2008
- LUGON-MOULIN Anne, « La lutte contre la corruption : les limites de l'aide internationale », *Finance & Bien Commun*, 2007/3 (N° 28-29), p. 15-17. DOI : 10.3917/fbc.028.0015. URL : <https://www.cairn.info/revue-finance-et-bien-commun-2007-3-page-15.htm>
- HASSON Nir, A surprising process of « israelization » is taking place among Palestinians in East Jerusalem », *HAARETZ*, 29 Decembre 2012
- HUGON Philippe, « La scolarisation et l'éducation : facteurs de croissance ou catalyseurs du développement ? », *Mondes en développement*, vol. n° 132, no. 4, 2005, pp. 13-28.
- KASSIR Samir, « L'éducation ferment du nationalisme », *Le Monde Diplomatique*, n°341, 1982.

- MELHEM Ahmad, « What's in Palestine's first ever education law ? » *Al-Monitor*, Avril 2017
- NOFAL Aziza, « Lack of public schools in Ramallah fuels boom in private education », *Al-Monitor*, 7 Septembre 2017
- NOFAL Aziza, *Kuwait seeks Palestinian teachers*, *Al-Monitor*, 28 Aout 2018
- RASGON Adam, « Israel planning to increase work permits for Palestinians », *Jerusalem Post*, 12 Avril 2018.
- SALAH Hana, « Graduates of Gaza universities demand jobs, degree recognition », *Al-Monitor*, Février 2018.
- SAMMAK Ahmed, *Soaring unemployment pushes Gaza's tech sector forward*, *Al-Monitor*, 20 Aout 2018
- United Nations office for the Coordination of humanitarian affairs, « Education undermined by deteriorating humanitarian situation in Gaza », *The monthly humanitarian bulletin*, Mai 2018
- United Nations office for the Coordination of humanitarian affairs, « Access to education in Area C of the West Bank », *The monthly humanitarian bulletin*, Juin 2017.

Rapports

- 2017/8 Global Education Monitoring Report, *Accountability in education: Meeting our commitments*, *The State of Accountability in Palestine "Educational Planning with Uncertainty: A State under Military Occupation*, 2017.
- Applied Research Institute – Jerusalem (ARIJ), *Palestinian development actions in Area C*, 2016



- Ministry of Education and Higher Education, *Palestine 2020 : A learning nation*, Février 2014
- Ministry of Education and Higher Education, *Education sector strategic plan 2017-2022*, Ramallah-Palestine, 2017
- Palestinian Central Bureau of Statistics, *Palestine in Figures 2017* Ramallah-Palestine, 2017.
- UNESCO Institute for statistics, *More than one-half of children and adolescent are not learning world wide*, 2017
- United Nations conference on trade and development, *Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people : Developments in the economy of the Occupied Palestinian territory*, Septembre 2016
- World Bank, *Project paper on a proposed additional grant in the amount of US3.0 million to the Palestine Liberation Organization for the benefit of the Palestinian Authority for a teacher education improvement project*, 2015

Sites internet

- Site officiel de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient : <https://www.unrwa.org/palestine-refugees>
- Atlas des populations et pays du monde : <https://www.populationdata.net/pays/palestine/>
- State of Palestine's Main Message to the 2018 High-Level Political Forum on Sustainable Development disponible sur <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/palestine>



